

1<sup>er</sup> MAI : MANIFESTATION - 10 h 30 - BASTILLE

T2137-442-6.00 F

ISSN 0026-9433

le monde  
**Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 442 JEUDI 29 AVRIL 1982 6,00 F

1<sup>er</sup> MAI  
CONTRE:

L'ÉTAT

ET

LES

PATRONS



F°P.2520

## COMMUNIQUÉS

• Les libertaires de la région de Collobres (92) intéressés par la création d'un groupe peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Les libertaires de la région d'Ecrouen désireux de participer à la création d'un groupe peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Le groupe Kropotkine d'Argenteuil tient une nouvelle vente dans le hall de la Défense, sortie A (autobus), tous les lundis de 17 h à 18 h 30.

• Un groupe est en création sur Boulogne-Billancourt (92). Les personnes intéressées par la propagation des idées anarchistes dans la région peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• A Périgueux, vous pouvez trouver les éditions de la FA à la librairie Mandragore, rue Limogeanne à Périgueux. Actuellement, les deux derniers numéros de *Volonté anarchiste* et le n° 31 de *La Rue*. Et n'oubliez pas de contacter la liaison de Périgueux en écrivant aux RI qui transmettront.

## COMMUNIQUÉS

• Sur le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris s'est constitué le groupe P. Besnard. Les camarades du quartier voulant militer pour le renforcement de la FA sont invités à le rejoindre. Vente militante tous les jeudis de 17 h 30 à 19 h au métro Place des Fêtes. Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront.

• Nous vous annonçons le changement de nom du groupe FA de la Région Toulonnaise. Le nouveau nom du groupe est « Centre d'étude et de culture libertaire ».

• Les personnes désirant propager les idées anarchistes dans le milieu rural et urbain (région de Lodève - Sud Larzac), peuvent contacter la liaison Le Caylan-Lodève par l'intermédiaire des RI, ou directement sur le marché de Lodève lors de la tenue de la table de presse.

• La liaison de Périgueux recherche tout renseignement sur le mouvement libertaire en Dordogne de la fin du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours, ainsi que de la documentation sur E. de la Boétie. Ecrire aux RI qui feront suivre.

## COMMUNIQUÉS

• Depuis le début de l'année, le groupe anarchiste Albert Camus de Toulouse mène une campagne pour la gratuité des bus. Nous essayons de sensibiliser les usagers aux problèmes graves que soulèvent les transports publics dans notre ville. Pour l'instant, nous avons utilisé tous les moyens classiques de propagande : affichage, tracts, bombages.

Maintenant, nous envisageons des actions plus originales et si possible plus spectaculaires. Nous appelons donc tous les anarchistes de Toulouse et de la région à nous aider. Nous avons besoin de gens disponibles. La lutte continue. Pour tout contact : dimanche matin au marché St-Severin, près de la Bourse du travail.

• Le groupe d'Evreux tiendra dorénavant ses permanences les derniers samedis de chaque mois, de 14 h 30 à 16 h, Maison des Associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux). Une permanence antimilitariste aura également lieu à la même date et au même moment.

Des livres sur l'anarchisme, ainsi que *Cavales insoumises*, le dernier livre d'Avis de Recherche, sont en vente à la permanence et à la librairie Du bois-Deshayes, rue Chartraine à Evreux.

• Le groupe « Les temps nouveaux » de la Fédération anarchiste signale à l'intention des sympathisants de la Fédération et aux lecteurs du *Monde libertaire* de Brest et de la région qu'il tient une permanence et une vente du *Monde libertaire* le 3<sup>e</sup> samedi du mois, de 10 à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien. La groupe tient également chaque mercredi, au restaurant universitaire de Kergoat, une table de presse, une vente du *Monde libertaire* de 12 h à 14 h.

• Jusqu'au 30 mai : certains numéros de la revue *La Rue*, éditée par le groupe Louise Michel sont en vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>, au prix promotionnel de 6 F le numéro et de 25 F les cinq numéros. Il s'agit des numéros 7, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 17, 19, 21. Frais d'envoi : 20% de la commande. Le n° 31 du premier trimestre 1982 est en vente au prix de 25 F.

• Le groupe anarchiste de Limoges assure une table de vente, place de la République, de 15 h à 18 h, tous les samedis.

## ANGOULÊME

Le jeudi 29 avril à 21 h, au centre St Martiel à Angoulême, le groupe anarchiste local organise une réunion-débat sur le thème : *Du nucléaire aux ventes d'armes*, avec projection du film *Europa-Express*.

## EVREUX

Le groupe d'Evreux organise un meeting sur l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire, le samedi 1<sup>er</sup> mai, à 14 h 30, Maison des associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux).

## MOULINS

Face à l'armée, une soirée d'information suivie d'un débat sur l'objection et l'insoumission aura lieu le jeudi 29 avril 1982 à l'université populaire, salle A Sarrazin à Moulin, à 20 h 30. Cette soirée est organisée par l'Association pour la culture libertaire et y participeront des représentants de l'UPF, de la Libre Pensée et un représentant FA du groupe de Moulin.

## MARSEILLE

Le groupe de Marseille organise le samedi 1<sup>er</sup> mai un débat sur le thème suivant : *Petite histoire de l'armée*. Soyez présents dès 14 heures au local du groupe, 3, rue Fontaine-de-Caylus, dans le Panier.

## LA ROCHELLE

Le groupe M. Bakounine (Maresnes-Rochefort-La Rochelle) organise une réunion-débat sur le thème : *Contraception masculine, révolution sexuelle, révolution sociale*, le mercredi 5 mai à 21 h, Maison municipale des jeunes, rue Amelot.

Vous pourrez également écouter le groupe M. Bakounine le 4 mai de 18 h 30 à 19 h, sur Radio-La Rochelle sur 92 MHz.

## CHELLES

Le groupe Sacco-Vanzetti organise une réunion-débat sur le thème : *Un an de pouvoir socialiste : le bilan, les propositions anarchistes*, le vendredi 7 mai à 20 h 30, au Centre culturel de Chelles.

## Sommaire

PAGE 2	PAGE 7
Activités des groupes FA	La CGT et le 1 <sup>er</sup> Mai
PAGE 3	La position de la CFDT
En bref	La CGTFO face à l'unité
Le racisme aux couleurs de la France	PAGE 8
Editorial	Conflit des Malouines
« Notre Dame de la Talaudière »	La vie quotidienne en Algérie
PAGE 4	PAGE 9
A rebrousse-poil	Informations internationales
De la place Vendôme...	PAGE 10
PAGE 5	Les premières manifestations du 1 <sup>er</sup> Mai
Pour un 1 <sup>er</sup> Mai...	PAGE 11
L'unité, pour quoi faire ?	Livres, spectacles...
PAGE 6	PAGE 12
Revendications, pouvoirs...	Mitterrand ou le capitalisme tranquille
Du côté des syndicats	

## Permanences des groupes F.A.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébelli, Toulon.

Groupe d'Evreux : permanence les derniers samedis de chaque mois, de 14 h 30 à 16 h, Maison des Associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux), 27 000 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette. Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe Jules Durand/Entr'acte (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.

Groupe du 11<sup>e</sup> : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage lait, 72, avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro Boucaut, tous les jeudis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3<sup>e</sup> samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 37, Blois - 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23). 80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20<sup>e</sup>. Permanences les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.

Permanences FA et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillaouard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au RU B, Campus.

Groupe Louise Michel : 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses. Il tient des permanences chaque jeudi de 18 h 30 à 20 h.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup> (M° République) — tél. : 805.34.08.

1<sup>er</sup> MAI À TOULON

Le groupe Région toulonnaise appelle à un rassemblement à 10 heures, place de la Liberté à Toulon.

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication  
Maurice Joyeux  
Commission paritaire n° 55 635  
Imprimerie « Les Marchés de France »  
44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

QUE PERSONNE NE DÉCIDE  
A NOTRE PLACE

Affiche éditée par le groupe de Montreuil. Prix : 2 F l'unité, 0,45 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.



Poster édité par la commission imprimerie (sur fond jaune). Prix : 15 F l'unité. Format : 44 x 56.

**Abonnez-vous !**

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F      Paiement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Rue : .....

Code postal : ..... Ville : .....

a partir du N° ..... (inclus) Pays : .....

Abonnement     Rectification     Abonnement de soutien

Chèque postal     Chèque bancaire     Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

en bref...en bref...

• Le Comité de lutte des objecteurs de Paris organise le 8 mai 1982, au 72, av. Félix Faure, Paris 15<sup>e</sup>, un bal folklorique de soutien antimilitariste. Il sera possible d'y discuter de la lutte antimilitariste autour d'une table de vente. De plus, le SOC tiendra ses permanences antimilitaristes au 6, impasse Popincourt, Paris 11<sup>e</sup>, les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis de chaque mois, de 14 h 30 à 17 h, et les jeudis de 18 h 30 à 20 h.

• Amnesty international a adressé le 15 avril 1982 un appel au gouvernement d'Ouganda pour que soit mis un terme aux tueries et tortures de civils par l'armée. D'après l'organisation humanitaire mondiale, on a signalé dans le pays « des violations répétées des droits de l'homme : exécutions extra-judiciaires, tortures et massacres de personnes en détention, enlèvements ». Comme quoi la lutte antimilitariste est plus que jamais à l'ordre du jour...

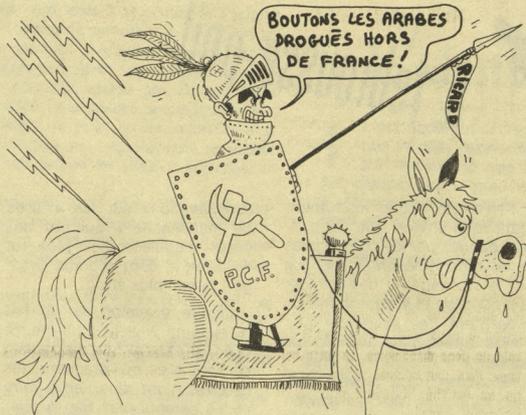
• Dans un communiqué titré « Inquiétude et colère », le comité central de la Ligue des droits de l'homme « entend mettre le gouvernement en garde contre l'illusion d'une « sécurité » acquise au prix des libertés essentielles ». Et de rappeler que la LDH a soutenu François Mitterrand lors des dernières élections... Cette organisation est devenue, depuis le 10 mai, une annexe du pouvoir (se référer à ce sujet aux décisions de son dernier congrès de Lille) et prétend donner des leçons. Certains ne sont pas au bout de leur étonnement et de leur aveuglement.

• Delors a récemment déclaré au *Pèlerin* : « Ce n'est que par la voie du consensus que les Français accepteront les efforts qui s'imposent avec au bout des avantages pour tous : baisse de l'inflation, recul du chômage, solidarité réellement vécue ». Encore une fois, les travailleurs sont appelés à se solidariser avec l'Etat et le capital. Voilà un mot d'ordre qui ne laisse pas les chrétiens sociaux indifférents... qu'ils soient du *Pèlerin* ou d'ailleurs !

• En Grande-Bretagne, les travailleurs de Toshiba participent à leur propre exploitation : le syndicat et les patrons ont mis au point un accord anti-grève. L'introduction des méthodes d'encadrement japonaises du personnel fait ses preuves pour le plus grand bonheur du patronat anglais qui en tire toutes les leçons souhaitables. Le responsable régional du syndicat illustre bien le problème par cette déclaration : « Si nous réussissons, nous aurons fait un grand pas en avant vers l'harmonie industrielle. A ce moment, le travailleur ne se dira plus : Qu'est-ce que je peux tirer comme avantages supplémentaires ? mais Qu'est-ce que je peux faire pour la firme afin qu'elle puisse faire quelque chose pour moi ? Il faut comprendre que c'est grâce à cet accord qu'on a l'usine... »

ERRATUM

Dans le dernier *Monde libertaire*, il y a eu une erreur dans l'article *CFDT : un coup j'y suis, un coup non*. La FFTL demandait 4,20% et non pas 2,20%.



Le racisme aux couleurs de la France

D EHB I Abdel Kader est au chômage depuis le 17 novembre 1981. Jusqu'à cette date, il était employé par la ville de Saint-Denis, au service de la voierie, dans une équipe volante qui a été rebaptisée par ceux qui y travaillent : « Equipe disciplinaire ».

En effet, s'y trouvent tous ceux qui — aux yeux des responsables de cette municipalité communiste — font un peu trop de bruit, se rassemblent pour se concerter... bref, les fortes têtes. Et pour peu que ces fortes têtes soient un tantinet basanées, elles sont bonnes pour faire les plus sales travaux communaux. Les conditions de travail atteignent un tel niveau d'insalubrité que la seule lecture de la liste des revendications déposées par l'équipe volante peut nous permettre de nous faire une idée précise de la situation : attribution d'un morceau de savon par mois et par travailleur ; distribution de papier hygiénique pour le service « voierie » ; ouverture d'un local avec radiateur, chaises et table (les ouvriers prennent leur service sous une porte cochère !); attribution d'un vêtement de cuir tous les trois ans sans obligation de participer aux frais ; etc.

Et la liste est encore longue ! On ne peut que rester rêveur quand on compare les discours et les actes de ceux qui prétendent parler au nom des travailleurs.

Evidemment, ces revendications ne plaisent pas à la municipalité ; il faut qu'une tête tombe, et ce sera celle d'Abdel. Mais celui-ci ne se laissera pas faire. Il lit et écrit le français, le parle couramment et sa façon de donner confiance à ses collègues immigrés, donnant ainsi du tonus à son action. De plus, Abdel est syndiqué à la CGT, mais une GGT qui met mal à l'aise — c'est le moins que l'on puisse dire — les travailleurs qui ne sont pas français. En effet, ce syndicat a signé avec la mairie de Saint-Denis un accord stipulant que les places promotionnelles en vacation ne seront attribuées qu'au personnel titularisé ou titularisable, c'est-à-dire aux Français avant tout.

Mais Abdel veut quitter ce service où les week-ends travaillés ne donnent droit à aucune récupération, où le racisme est vécu quotidiennement : les brutalités, les agressions verbales et physiques des cadres contre les « subalternes » — en majorité Maghrébins — ne sont pas rares.

Au retour d'un arrêt-maladie, il apprend qu'il est muté. Il refuse le nouveau poste qui lui est imposé. Qu'à cela ne tienne, Abdel est promptement mis à la porte. Depuis la mi-novembre, il lutte et utilise pour cela tous les moyens possibles : radios libres, journaux, tracts, réunions (1), etc. Et ce qu'il nous apprend dépasse la fiction : au début de sa lutte, la solidarité n'a pas joué à fond parce que, dans cette mairie qui incarne le « socialisme aux couleurs de la France », les travailleurs immigrés ont eu peur des représailles et des licenciements. Il faut dire que les cheffailons rouges ne sont pas des tendres : il n'y a qu'à demander à Saïd K... immigré et travaillant avec Abdel à la mairie de Saint-Denis, pourquoi il s'est mis à genoux pour demander sa mutation et les raisons pour lesquelles il a refusé de suivre son camarade jusqu'au bout de la grève, alors qu'avec d'autres il avait élaboré les revendications de l'équipe volante ; il répond simplement : « J'ai une femme et des enfants, moi, il faut les nourrir, alors je ferme ma gueule. »

Il n'y a qu'à demander à Abdel si la réflexion qu'a fait devant lui l'ingénieur responsable au délégué syndical venu enquêter — « Abdel Kader ? Oh, ce pauvre type » ! — est de nature à promouvoir une quelconque solidarité ouvrière. Comme quoi le fait d'appartenir au « parti de la classe ouvrière » n'empêche aucunement d'attenter à la dignité des travailleurs, de pratiquer le chantage aux mutations, aux primes et aux congés et de donner libre cours aux pratiques racistes les plus écœurantes.

Et c'est un exemple de plus du danger que représente le Parti communiste pour les travailleurs, danger d'autant plus grand que le PC possède encore une énorme influence en leur sein.

Lorsque la peste rouge fera sentir le poids de sa dictature, il sera trop tard pour s'apercevoir qu'elle a le même goût d'horreur que la peste brune.

Thierry

(1) Le MRAP (à majorité communiste) refuse de se faire l'écho de l'affaire.

ÉDITORIAL

L'ATTENTAT de la rue Marbeuf est abominable, qui dira le contraire ? Une fois encore, c'est par la violence physique qu'une idée veut s'imposer sur une autre ; idée bien autoritaire d'ailleurs, puisqu'il s'agit de nationalisme.

Les journalistes, dont on se demande s'ils peuvent faire le métier d'informer tant leurs bêtises et leurs calculs sont grands, arrivent à brouiller les cartes pour faire du sensationnel et du sentimentalisme. L'exploitation journalistique et politique de cette affaire est scandaleuse !

Rendez-vous compte ! Des attentats commis sur le sol français, terre d'asile où ne vivent que des innocents ! Et Defferre d'étudier l'expulsion des étrangers indésirables ! Qu'ils aillent faire leurs attentats ailleurs !

Quelle honte ! Oublions-nous que ceux qui ont donné l'exemple de supprimer les idées et les hommes par la guerre, la torture, la violence, ce sont les États, et notamment l'État français au Moyen-Orient et ailleurs ?

Quelle honte ! Oublions-nous que l'État français est le troisième exportateur d'armes et notamment au Moyen-Orient, et qu'il n'a rien à envier aux impérialismes militaires et fascistes de l'URSS et des USA dans cette partie du monde ? Nous mesurons là les dangers que nous font courir les États dans leurs guerres imbéciles.

Il est illusoire de penser que l'on peut faire la guerre chez les autres, ou les armer, sans qu'il y ait des éclaboussures chez nous.

La victime de l'attentat de la rue Marbeuf est une jeune, innocente, mais y a-t-il autre chose que des innocents dans les victimes que fait la guerre ?

Pour nous, anarchistes, cela pose de manière brutale et effective les grands thèmes anti-étatiques et antimilitaristes qui sont les nôtres. Cela prouve que la propagande antimilitariste ne peut se cantonner à un seul pays et qu'elle ne s'arrête pas à la suppression du service militaire. Il ne sert à rien de prier Dieu ou la sagesse des saints Reagan, Brejnev ou Mitterrand.

Sans vouloir dramatiser et faire du sensationnel, rappelons les milliers de morts par jour de toutes les guerres et répressions du globe ! Faut-il attendre de toucher du doigt la guerre chez nous pour faire quelque chose. C'est par prévention qu'il faut faire la guerre à la guerre, et non pas sur des constatations de massacres, de ruines et de misères.

Les morts ont toujours bon dos, ce sont aux vivants d'agir.

« Notre dame de la Talaudière »

QUATRE MILLE le jour de Pâques, la semaine suivante mille cinq cents. Ils sont venus d'Italie, de Belgique, de Suisse, dans un petit jardin ouvrier en terre de mineurs. Pourquoi ? L'espoir de l'apparition virginale, du miracle, la curiosité, peut-être la foi les y poussaient. Que de questions à se poser à propos d'un tel rassemblement !

D'abord les faits : une jeune collégienne (école « privée », bien sûr) de 14 ans, dont la maturité est mise en doute par beaucoup, élevée au rythme des pèlerinages à Lourdes, Fatima, déclare avoir reçu la visite de la « Sainte Vierge ». Les premières apparitions remontent au 31 octobre 1981. « Notre Dame de la Talaudière », comme on l'appelle déjà, apparaît le samedi (hasard ?) ; elle doit le faire 90 fois (encore 58 fois, il y a encore de l'avenir). Les choses s'emballent ensuite : c'est la « source miraculeuse » (les galeries inondées sont nombreuses dans le coin !); l'afflux des pèlerins ; l'attente (vaine jusqu'à présent) de guérisons miraculeuses ; les ophtalmies dues au soleil fixé trop longtemps ; les problèmes de circulation automobile ; les vendeurs de frites et de bondieuseries ; la marée des journalistes en mal de scoop ; les scènes piteuses (un garçon infirme sommé par ses parents de marcher s'effondrant lamentablement dans le charbon...).

Apparitions ou mystifications ? Qu'importe ! En fait certains problèmes de fond ne sont jamais abordés :

- qui s'inquiète de l'avenir (psychologique entre autres) de cette gamine de 14 ans à qui on tend

des enfants en lui disant : « Tu as la grâce ? »

- les médias ont été court-circuités, les milliers de pèlerins pascals les ont devancés. Bouche à oreille international, circuits parallèles d'informations (revues spécialisées, tracts manuscrits...). Un certain cléricanisme a les moyens !

- que dire d'une « vierge » qui demande « le renvoi des arabes de l'école », le rétablissement du latin liturgique ? De la récupération de ces slogans sur tract (anonyme bien sûr) anti-arabes à Saint-Etienne ?

- l'attitude de l'Eglise officielle dans tout ça ? Par la voix de Monseigneur Rousset, évêque de Saint-Etienne, elle émet « ses plus extrêmes réserves », sans pour autant fermer la porte à toute éventualité. Attitude classique, à laquelle nous a toujours habitués l'Eglise : toujours prête à récupérer, sans en avoir l'air, sans risque.

« A qui profite le crime ? L'obscurantisme religieux ou pseudo-religieux fait toujours des ravages. Les anarchistes ont encore du pain sur la planche. Hélas ! Bakounine a encore aujourd'hui raison lorsqu'il écrit : « Que la croyance en Dieu... se soit conservée dans le peuple... rien de plus naturel. Le peuple, malheureusement, est encore très ignorant et maintenu dans l'ignorance par les efforts systématiques de tous les gouvernements qui le considèrent, non sans beaucoup de raison, comme l'une des conditions essentielles à leur propre puissance » (Bakounine, Dieu et l'Etat).

Jean-Louis (Gr. de Saint-Etienne)

## Arrête ton char, Charles !...

Le maréchal Hernu s'est rendu l'autre jour à Saint-Chamond pour emmédailler un grand chef d'industrie qui a « travaillé » pendant un quart de siècle dans le blindage de sous-marins. Une tête d'œuf à la coque, pour ainsi dire. Il a, par la même occasion, épinglé la médaille du ministère de la guerre sur les pectorales gonflées d'orgueil de quatre éminents « syndicalistes », un CGT, un CFDT, un FO et un CGC. Pas de jaloux ! Unitaire comme quatre, le Charlot a ainsi réalisé l'union sacrée syndicale.

Une médaille pour un patron, quatre pour des prolétaires, c'est dans ces moments d'intense émotion qu'il est possible de se rendre compte de la réalité du changement.

Tous ces braves ont bien mérité de la patrie, de l'armée et du grand capital. Encore bravo !

Hernu a profité de cet instant historique pour rassurer nos « syndicalistes » quant à l'avenir des fabrications d'engins de mort. Et il a précisé : « En matière de vente d'armes, il faut progressivement arriver à une certaine éthique : nous ne ferons plus de ventes d'armes, mais nous proposerons une assistance technique militaire aux pays non engagés ».

Bien entendu, les assistés de demain seront, à quelque chose près, les clients d'hier (l'affaire des mille blindés pour l'Argentine révélée par *Le Canard enchaîné* le démontre). Et les marchands de canons deviendront des conseillers techniques, des chargés de... missiles en quelque sorte.

Ca aussi, c'est le changement.



à rebrousse-poil

Comme quoi l'éthique de M. Hernu, c'est pas du toc. Mais il y a toujours des accommodements avec la morale socialiste et notre grand chef de guerre ferait aussi un excellent général des jésuites.



## Idiot carburé

Il paraît que le second choc pétrolier de 1979 n'aurait jamais dû se produire. C'est la crainte de manquer de carburant qui a amené les compagnies à trop acheter, donc à provoquer bêtement une montée des prix. Il paraît aussi qu'on risque de faire l'inverse actuellement, c'est-à-dire suivant les « spécialistes » de « surestimer l'excédent de l'offre sur la demande » et de déstocker ainsi d'une façon inconsidérée, incontrôlée et incontrôlable...

Il n'existe aucun instrument statistique si bien que les chiffres donnés par les compagnies et les organismes internationaux sur le stockage, le destockage, la production et la consommation présentent des écarts de plusieurs dizaines de millions de tonnes !

Gouverner, c'est prévoir, c'est bien connu. Et ceux qui gouvernent, gèrent, administrent, décident, justifient leurs places, les grasses rétributions et les honneurs par leur savoir et leur compétence. Et puis voilà qu'on s'aperçoit que ces huiles lourdes de la technocratie barbotent en plein cirage. Et ne sont pas foutues d'éclairer notre lanterne !

S.B.



## Judo-christianisme, pas mort

Discussion édifiante entre deux femmes (35 à 40 ans) dans un train de banlieue. Cela commence, tricots en mains, par des

considérations sur les « filles de maintenant » qui ont des corps d'adolescentes plus tôt qu'avant et dont le corps change : bassin plus étroit.

Légère diversion sur le fait qu'elles ne veulent plus mettre que des jeans et que maintenant ce sont elles qui draguent, les garçons n'ont plus rien à faire et les parents plus rien à dire, pour revenir à ce bassin féminin qui rétrécit et, conclusion normale : les femmes de demain ne pourront plus accoucher normalement.

Et c'est là que surgit le problème angoissant pour la société de l'an 2 000 : ces accouchements ne pourront plus se faire que par césarienne. Or, il est indispensable que l'enfant souffre à la naissance pour apprendre à lutter pour sa vie ! Du fait des césariennes, il ne souffre pas, donc ne saura lutter ! Et nos deux tricoteuses de conclure : « dans vingt ans, il y aura une épidémie de suicides », « psychologue, psychiatre, quels métiers d'avenir ? »

Heureusement, soupirantes, des professeurs cherchent actuellement une méthode pour que l'enfant puisse souffrir en naissant malgré la césarienne. Ouf !

« Tu enfanteras dans la douleur », ordonnait la Bible.

J.-P. B.

## Objectif, « Le Monde » ?

« Le SGEN-CFDT, syndicat minoritaire, obtient près de 50% des suffrages exprimés » aux élections au CTP des enseignants du supérieur. Ainsi titrait (page 29) *Le Monde* du 9 avril.

Ceux qui se sont réjouis devaient s'arrêter à ce titre. Les autres avaient intérêt à continuer.

Ainsi, ils apprenaient que sur 25 044 inscrits, il n'y avait que 12 345 votants au CTP (49,30%), que la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche, et que le syndicat FO des personnels de recherche et établissements d'enseignement supérieur appelaient à l'abstention que l'UNI (extrême-droite) appelait au boycott, et que donc il ne restait que deux syndicats : le SGEN-CFDT et le SNE-Sup (FEN).

Ils apprenaient que, malgré le titre alléchant, le SNE-Sup (FEN) obtenait 5 384 voix (54,8%) et huit sièges alors que le SGEN n'obtenait que 4 440 voix (45,2%, on est loin des 50%) et 7 sièges.

Le SGEN-CFDT près de 50% des voix, alors qu'il n'en a que 45% et près de 10% derrière le SNE-Sup, avec de plus 50,70% d'abstentions, est-ce là l'objectivité du *Monde* ?

J.-P. B.



## De la place Vendôme à la rue des Saussaies en passant par Matignon, les « guérilleros » du Parti socialiste s'en donnent à cœur joie !

Il n'est pas trop tard pour revenir sur la mêlée homérique où tous les coups féroces étaient permis, qui opposa les gros bras de l'équipe Mauroy et l'équipe Mauroy aux vertueuses porte-paroles de la droite classique ! La faune journalistique aux anges s'est déchaînée, les partis politiques ont embotté le pas ! Le petit Pons a pris sa voix de fausset, Peyrefitte a laissé paraitre sur son visage « honnête » le sourire de l'innocence, Chirac lui-même, qui en son temps avait viré des ministres et claqué les portes de Matignon, a donné de la voix, Charpy, dans son canard timbre poste que personne ne lit, s'est essayé sans grand succès à l'« esprit de l'escalier », quant à Tesson, le temps de débarrasser son journal littéraire de l'encombrant Kahn, il s'est rué sur l'événement avec la voracité de la hyène sur une chaire bien faisandée : dame, le tirage du *Quotidien* oblige à se mouiller pour trouver des compensations ! Pourquoi tout ce chambard ? Pour dénoncer les erreurs, les vices du régime, voire ses crimes ! A la rigueur, on comprendrait, même si parler de cordes dans la maison d'un pendu... pas ! Non pas !... L'objet de cette furie qui a déferlé dans les officines politiques comme dans les pages des journaux à publicité somptueuse, ce qu'ils ont flétri avec indignation, ce sont les propos tenus par des ministres socialistes devant le public et qui

prenaient à témoin la population de leurs différends... Là aussi on les comprend ! Depuis vingt-cinq ans, ils n'ont rien été d'autre que la voix de leur maître, et il suffisait que de Gaulle ou sa petite monnaie élève la voix pour que ces fiers-à-bras la bouclent ! Les ministres socialistes rompaient le jeu, brisaient l'accord tacite passé entre les membres du « syndicat » des politiciens, criaient leurs opinions (bonnes ou mauvaises, ce n'est pas mon propos), prenaient à témoin ceux qui les avaient élus ! Où allions-nous ?... La France... la démocratie... les institutions... les usages... la fin des haricots... quoi ! Inacceptable... je ne vous le fais pas dire ! Bien sûr, la nature humaine a ses problèmes. Mais eux... le petit doigt sur la couture du falzar, en leur temps, ils s'étaient contentés de chuchoter, même si ces chuchotements, qui firent le délice des écotiers de la presse à scandale, firent un bruit qui parfois ébranla l'édifice !

L'affaire était plaisante, je vous l'accorde !... Non pas parce que les ministres socialistes clamaient à la cantonade leurs désaccords, non pas parce que Mauroy, voulant calmer les esprits, écrivait dans *Le Monde* un papier qui, comme la mayonnaise, finissait par tourner, mais parce que ces drôles, laissant parler leur instinct en l'absence de Mitterrand, risquaient de scier la branche parlementaire sur laquelle tous

ces personnages reposent leur gros cul !

Mais ce qui est intéressant, ce ne sont pas les jeux du cirque parlementaire !... Des personnages consulaires se sont agités et ont rompu le silence sur leur état d'âme !... Voyons ce qu'ils ont dit et ce qu'ils ont fait !

Que Defferre soit gâteux, c'est une évidence qui saute aux yeux de tous. Qu'il arbitre dans son ministère les « bons » flics et les « mauvais » flics, c'est dans la tradition. Que, comme Marcelin, Poniatowski et quelques autres, il soit prisonnier d'un milieu interlope qu'il est censé diriger, c'est une évidence. Que ce vieux malin ait lancé le bouillon un peu loin en voulant transformer la flicaille en chasseurs de primes, nul n'en doute. La charité chrétienne voudrait qu'on lui réserve un repos bien mérité à la maison de retraite des gardiens de la paix, ce qui limiterait le champ de conneries dont la force tranquille nous abreuve. Pour Badinter, son ennemi intime, c'est autre chose ! Passer de la défense de la veuve et de l'orphelin à l'administration de la répression n'est pas chose facile. A force de changer de casquette, le personnage dérangerait tout le monde... même s'il confère au ministère un petit air de vertu à faire pleurer dans les chaumières socialistes. Pour Jospin et Joxe, des gros durs, ils se croient au pouvoir... les innocents, comme si le pouvoir ne con-

tinuait pas à être entre les mains de la classe des affaires qui manœuvre tous ces personnages comme un joueur averti manœuvre les pions de son échiquier. Mauroy l'arbitre, le sifflet aux lèvres, tente de remettre de l'ordre dans une mêlée où les piliers poussent à contre-sens ! Enfin, tout s'apaise ! Zorro est arrivé... Il ramène le calme dans la volière et imposera à tous ces galopins d'accorder leur mandoline.

En vérité, ce Parti socialiste est fait de bric et de broc. Il n'a pas d'autre unité que son appétit parlementaire et ministériel. Les ministres maires des grandes villes ont le regard tourné vers leur électoral ; les ministres « idéologiques » ont le leur braqué vers la presse, la littérature, l'histoire qui font et défont les réputations. Les « Robespierrots », comme les « Rousseauistes » ne tirent pas dans la même direction... Nous étonnons nous que la carriole de l'Etat s'embarque et que Tonton soit parfois obligé de manier le fouet ? Bouffer du capitaliste dans des cénales bien ouâtées est une chose, séduire un électoral composite est une autre.

Nos socialistes en font la triste expérience et expliquent la guérilla à laquelle ils se livrent avec entrain, et que le petit Rocard, l'œil plissé, suit avec une sagesse exemplaire qui ne réserve rien de bon aux gens en place !

Mitterrand a dit pouce !... Et le tapage s'est apaisé ! Pour com-

bien de temps ? Dans ce groupe parlementaire et à la direction du parti, ce dont on souffre, c'est de ne pas avoir choisi nettement entre une transformation radicale du système et la gestion « compréhensible » de la société en place. Le cul entre deux chaises, tirant à hue et à dia, ils doivent faire face à une droite gougnardes qui n'hésite pas à patauger dans le sang répandu par le terrorisme pour déstabiliser cette gauche brailarde et impuissante !

Mais qui donc nous a affirmé que les croisements hybrides (ceux d'une jument et d'un bourricot, comme celui du socialisme et du capitalisme) ne donnaient pas de décadence autre que des mullets têtus et châtres ? Ce socialisme de compromission, au nom des « bons sentiments », est sans mystère. Les guérilleros du parti reprennent leur souffle avant que les vices du système ne les jettent à nouveau dans l'arène pour la plus grande joie de leurs compères de la droite, qui guignent la place !

En réalité, ce Parti socialiste parlementaire est sorti de l'histoire du mouvement ouvrier, mais il laisse un vide qu'il nous faudra combler à tout prix si l'on ne veut pas que les populations lassées ne se tournent une fois de plus vers... le grand sabre !

Maurice JOYEUX

**I**l est traditionnel de convier nos amis à se réunir le Premier Mai pour exprimer les propositions anarchistes. Ce Premier Mai, défiguré dans sa signification profonde, se tient depuis des années comme la fête récupérée et tolérée par le patronat depuis la mise en œuvre des théories corporatistes par Pétain. Dans le monde entier, le Premier Mai appartient encore normalement aux travailleurs, c'est le poids de l'histoire, et puis, en contrepartie, s'exprime le poids étouffant des politiciens qui représentent la société toutes classes confondues et qui ont poussé les Etats à sacraliser la Fête du travail.

Ainsi, chaque année, les anarchistes, seuls véritables révolutionnaires — puisque personne d'autre ne veut l'émancipation des travailleurs par la suppression de l'Etat — réaffirment le souffle révolutionnaire incarné dans l'idée du Premier Mai que d'aucuns voudraient effacer.

Cette année, le Premier Mai maintiendra ce caractère, mais en France, une petite idée propre à tout un chacun prête à penser que ce Premier Mai-là est un peu particulier. N'y a-t-il pas un an, le Premier Mai 1981, les syndicats réclamaient à cor et à cri les 35 heures tout de suite ?

Cette année, le décor a changé, les maîtres ont changé de nom mais le patronat a toujours ses prérogatives, l'armée étale toujours ses tentacules, et Defferre fait mieux que Peyrefitte ! Quel est le mouvement social qui s'oppose ?

## Pour un 1<sup>er</sup> Mai contre la complicité de tous les partis et de tous les Etats

Ce Premier Mai doit être la franche affirmation que socialistes et communistes au gouvernement sont la garantie de la paix sociale pour le patronat. Socialistes et communistes au gouvernement sont l'assurance que des projets réactionnaires qui auraient hier suscité des mécontentements (d'ailleurs exploités par la gauche pour arriver au pouvoir) sont aujourd'hui acceptés sans rechigner.

Ce Premier Mai sera, plus que les autres, l'expression de la collaboration de classes ; la portée des revendications syndicales promet d'être d'une faiblesse rarement égalée.

Et nous, les anarchistes, qu'allons-nous faire ? Allons-nous baisser les bras devant l'étendue de la tâche qui nous revient ? Du Premier Mai et de notre manifestation, nous savons qu'il n'en sortira pas la révolution d'où l'inutilité et la nocivité de l'exécution et de l'impatience. Par contre, nous savons que c'est par une présence continue, l'affirmation permanente de nos idées et de nos propositions que l'anarchisme gagnera son aptitude à réussir.

Nous avons choisi de manifester de façon spécifique parce que nous sommes les seuls à dénoncer la complicité de tous les partis et de tous les Etats pour dominer les travailleurs et le monde. Nous devons mettre en avant le principe de syndicats qui soient des organismes de combat indépendants de l'Etat et des partis, non de syndicats vautés dans le dialogue avec le patronat qui ne s'appuyent même pas sur des luttes pour négocier.

La mise en place de structures corporatistes, conservant une analogie avec les faisceaux italiens et la société de Pétain, constitue un des dangers les plus graves et les moins dénoncés. Les anarchistes ne doivent être d'aucune complaisance à ce propos. Les chrétiens sociaux et les socialistes mettent en place des structures qui réunissent l'Etat, le patronat et les travailleurs. Nous ne pouvons accepter que l'on fasse participer les syndicats et les travailleurs à la défense des intérêts de la nation (lire l'Etat), à lutter contre le chômage dans des comités paritaires pour l'emploi, etc. L'autogestion socialiste n'est rien de plus que la participation et la décentralisation que voulait de Gaulle. Leur autogestion, ce sont les travailleurs qui discutent avec l'Etat et le patronat, voilà le sens du contrôle ouvrier. On peut mieux, maintenant, peser le sens réel des mots qui, hier encore, étaient entourés d'une certaine auréole que permettait l'imprécision de leur définition.

Mais pour que la voix des anarchistes s'amplifie chez les travailleurs, il faut faire un effort terrible pour augmenter notre crédibilité, démontrer la permanence de nos principes, l'absence d'opportunisme dans nos propositions, l'inexistence d'intérêts personnels dans notre démarche. Pour être entendu, il ne faut pas craindre de proposer des choses possibles à obtenir aujourd'hui, des axes de luttes qui ne remettent pas en cause les principes de notre finalité : réduction du temps de travail, augmentations égalitaires qui contredisent la grille des salaires, refus des nationalisations qui renforcent l'Etat, combattre les secteurs de la production qui sont nocifs, comme celui de l'armement, les secteurs administratifs répressifs, etc.

Il faudra aussi préciser que l'accumulation de réformes ne sera pas la garantie de l'émancipation (et non du changement qui ne signifie rien), mais que les réformes sans une finalité révolutionnaire clairement recherchée seront la voie la plus sûre pour ménager le système et le rendre plus durable.

Pour s'opposer au réformisme inefficace et dangereux, pour refuser la paix sociale et la collaboration de classes, le Premier Mai, compagnon et ami, tu seras avec nous à 10 h 30 à la Bastille.

Groupe Fesnes-Antony

## L'unité, pour quoi faire ?

**I**l est douloureux de constater qu'encore aujourd'hui, alors que la crise économique a jeté des millions de travailleurs sur le pavé et que le gouvernement socialo-communiste fait chaque jour la preuve de son incapacité totale et définitive à résoudre les problèmes véritables, il y ait toujours des travailleurs qui se combattent et ont presque de la haine pour d'autres travailleurs du seul fait de leur appartenance à des organisations différentes et rivales.

### L'unité nécessaire...

Aujourd'hui comme hier, les profondes divisions qui règnent dans les rangs des travailleurs constituent une chance certaine de salut pour la bourgeoisie et le gouvernement. Pourtant, tous les travailleurs qui luttent, malgré les différences de statut social, malgré leur appartenance à des organisations et à des structures différentes, ont au fond les mêmes sentiments et les mêmes désirs d'émancipation. D'ailleurs, lorsque les patrons les exploitent, ils n'en font pas une question de parti et les affament tous également, et lorsque les flics répriment, ils ne demandent pas leur carte à ceux qu'ils matraquent.

« Voulons-nous, de peur de voir la révolution, telle que nous la voulons, échouer, nous soumettre indéfiniment à la dictature bourgeoise ? » (1) Les futurs mouvements révolutionnaires ne seront certainement pas anarchistes sinon en proportion de notre force numérique et morale et de notre préparation. Et nous, afin qu'elle soit le plus anarchiste possible, nous devons multiplier nos efforts, intensifier notre propagande, consolider notre organisation, pénétrer davantage au milieu des masses et chercher le plus possible à les pousser dans notre direction.

Mais pourtant, l'anarchie ne se fera pas en un jour, car elle ne se réalise pas par la force (ceux qui le voudraient ainsi rétabliraient simplement une nouvelle forme de dictature !) et elle ne sera totalement réalisée que le jour où tous seront anarchistes. Dans la situation sociale actuelle, cela est impossible. La condition préalable au triomphe de l'anarchie c'est la révolution qui rompra violemment l'état des choses actuel et qui créera les conditions né-

cessaires à la prise de conscience de l'ensemble des prolétaires. Par conséquent, ce que nous devons nécessairement réaliser c'est l'expropriation des capitalistes et la mise à la disposition de tous des moyens de production et de l'ensemble de la richesse sociale, ainsi que l'élimination du pouvoir politique qui défend la propriété. Et « dans tous les cas il faudra réclamer, exiger, même par la force, la pleine autonomie, le droit et les moyens pour nous organiser à notre façon et pouvoir faire l'expérience de notre méthode » (2), en essayant d'entraîner les masses par la force de l'exemple et l'évidence des résultats obtenus.

Pour réaliser tout cela, nous ne pouvons pas compter sur nos seules forces parce qu'alors nous nous retrouverions dans la position de gouvernants et nous manquerions ainsi à nos tâches spécifiques, car « la révolution, pour être vraiment émancipatrice ne doit pas être l'œuvre particulière d'une école ou d'un parti, mais l'œuvre des masses, des plus grandes masses possibles. » (1)

### ... Mais l'unité, pour quoi faire ?

Pourtant, si l'unité est nécessaire, elle ne doit pas devenir un dogme, une fin en soi ! Elle doit rester une question tactique, liée aux conditions mêmes de la lutte. Nous devons pouvoir juger de l'utilité et de l'opportunité de cette unité en fonction des intérêts que nous pensons être ceux des masses et ceux de la révolution, et en dernier ressort des intérêts mêmes du mouvement anarchiste et de son renforcement. Pas question, donc, d'appeler à n'importe quoi et de soutenir n'importe qui sous le faux prétexte de l'unité pour l'unité ! Au contraire, les anarchistes doivent

rester solidement unis et se démarquer nettement des autres afin qu'ils puissent se battre en faveur de leur propre programme : abolition du pouvoir politique et expropriation des capitalistes.

### Que faire donc ?

Provoquer autant que possible le mouvement en y participant de toutes nos forces et en lui imprimant le caractère le plus égalitaire qui soit. « Nous devons cultiver, si c'est possible et jusqu'où ce sera possible, les plus cordiales relations avec les hommes, les partis dont la route coïncide pour un bout de chemin avec la nôtre » (3), défendre ce qui est meilleur quand on ne peut obtenir le maximum et conserver clairement notre caractère d'anarchistes : nous ne voulons pas le pouvoir et supportons mal que d'autres le prennent !

Mais nous devons avant tout ne compter que sur nous-mêmes : « devenir forts, assez forts pour pouvoir agir sans avoir besoin des autres, voilà ce qu'il faut. Alors les autres nous chercheront et nous suivront. Former des anarchistes ; se mettre d'accord, s'organiser, approfondir les problèmes du moment et de l'avenir ; nous mettre en mesure de pouvoir donner notre empreinte à la préparation et au fait révolutionnaires. Voilà quelle est notre tâche actuelle ! » (3).

Philippe (gr. Kropotkine)

(1) Errico Malatesta : « L'Alliance révolutionnaire » publiée dans Umanita Nova du 13 mars 1920.

(2) Errico Malatesta : « Le Gradualisme révolutionnaire », publié dans Pensiero e Volonta du 1<sup>er</sup> octobre 1925.

(3) Errico Malatesta : « Notre Tâche actuelle », publiée dans Umanita Nova du 21 août 1921. Ces articles ont été réédités par le groupe Eugène Varlin de la Fédération anarchiste dans la brochure « La Pensée de Malatesta ». Voir aussi les articles de Malatesta traitant du même sujet et réédités par 10/18 dans « Articles politiques ». Ces deux ouvrages sont en vente à Publico.



« **D** EPUIS un an, les revendications des travailleurs sont devenues des revendications de droite ». C'est ce que, sous leurs déclarations, semblent nous dire certains militants et ministres socialistes.

Le principal de ces revendications n'a pas changé : diminution du temps de travail, augmentation du pouvoir d'achat et limitation du pouvoir féodal des patrons à l'intérieur des entreprises. A côté de ces revendications qu'avaient prises en compte les socialistes avant leur accession au gouvernement, il était certains points précis sur lesquels ils se proposaient également d'intervenir : prisons, peine de mort, problèmes militaires, « Sécurité-Liberté », etc. Le petit épisode auquel nous venons d'assister entre l'homme Defferre et le Badinter devrait nous éclairer sur un certain nombre de points.

Parmi les projets-promesses des socialistes, certains ont été satisfaits, d'autres non. On pourrait les ranger dans deux catégories : les revendications-gadgets et les revendications structurelles. La grande différence entre les deux est qu'une revendication-gadget peut être immédiatement satisfaite, sans remettre en cause les structures économiques et sociales : elle ne met en jeu que des croyances, des habitudes mentales ou de l'idéologie. Par exemple, quand Giscard fut élu président, il donna la majorité à 18 ans, la liberté de contraception, etc. Avec Mitterrand, les gadgets furent la peine de mort (que Defferre voulait rétablir en la laissant à la seule discrétion de la police), la suppression des TPFA, la suppression de la loi Peyrefitte...

En ce qui concerne les revendications structurelles, le problème est différent et tout reste à faire : réduction du temps de travail, suppression du travail temporaire et des contrats à durée déterminée, augmentation du pouvoir d'achat, etc.

Ce qu'il y a de commun entre toutes ces revendications, c'est qu'elles touchent à l'économique, c'est-à-dire qu'il s'agit de revendications de travailleurs, à l'encontre de la classe dominante.

Le problème fondamental reste celui du rapport qui existe entre les deux structures de pouvoir : le pouvoir économique et le pouvoir politique. Le pouvoir social réel étant celui qui est produit par ces deux « filières » qui, si elles sont rivales, sont nécessaires l'une à l'autre.

Dans les sociétés dites de « capitalisme privé », le pouvoir politique est secondaire du pouvoir économique, c'est-à-dire que l'on reconnaît la primauté de ce dernier. Dans les sociétés de capitalisme, c'est l'inverse : le pouvoir économique est secondaire par rapport au pouvoir politique, c'est-à-dire qu'il y a primauté du politique sur l'économique.

## REVENDICATIONS POUVOIRS ET SOUMISSION



La France d'avant Mitterrand était donc un pays appartenant à l'ensemble des pays de capitalisme privé, c'est-à-dire dans lequel il y avait primauté du pouvoir économique sur le pouvoir politique. Autrement dit dans les rapports entre l'Etat et le patronat, l'Etat était au service des intérêts de celui-ci. Cela simplement parce que la droite s'est toujours revendiquée comme le parti des patrons ou de ceux qui reconnaissent et souhaitent leur suprématie sociale.

Arrivent les socialistes qui se veulent les porteurs des revendications de la classe sociale des salariés, contre le patronat. C'est-à-dire contre ceux qui détiennent le pouvoir économique. Cela change tout et inverse les rapports entre pouvoir politique et pouvoir économique. La conquête de l'Etat, pour la gauche, est le moyen d'introduire certaines transformations sociales. C'est ce

que nous pourrions nommer les « revendications structurelles ». En imposant ces réformes, il s'agissait aussi d'imposer au pouvoir économique la primauté du pouvoir politique. Cela fut le sens des nationalisations, notamment celles des banques et divers organismes de crédit : il ne s'agissait pas d'une idéalisation du citoyen-fonctionnaire, mais du désir de donner à l'Etat des moyens de devenir, à l'intérieur du pouvoir économique, une puissance financière et productrice suffisante pour pouvoir imposer sa volonté aux autres groupes et holdings. Les rapports entre pouvoir économique et pouvoir politique sont donc passés d'un stade de concordance et de « coopération » à un stade d'antagonisme.

Et la réduction du temps de travail ? Et l'augmentation du pouvoir d'achat ? Ces mesures qui étaient censées relancer la consommation intérieure et contrer les effets de la crise ? Etant donné qu'il n'est pas question, pour les tenants du pouvoir économique, de renoncer à leurs avantages, la réplique a été simple et de taille : maintenir les profits coûte que coûte et donc répercuter les prix, les charges supplémentaires que ces mesures impliquaient. Autrement dit, annuler les avantages qui auraient pu en résulter. Une autre réplique a été de stopper les investissements économiques, ce qui revient à condamner à terme les capacités concurrentielles de l'économie française et en revenir à la situation d'avant l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ce qui ne signifie rien de moins que l'échec des socialistes et de l'appareil de pouvoir politique face au pouvoir économique.

Quand les membres du gouvernement, les Delors et les Rocard, parlent de « pause » dans les réformes, il faut entendre : « Nous devons nous soumettre au pouvoir économique ». Ce qui revient à dire : revenir à une politique de droite. Tel est le sens des déclarations de Defferre, entre autres.

Bien sûr, il y a des résistances de la part des syndicats et de la part des électeurs de base — qu'ils soient PC, PS ou rien du tout !

Le problème, en ce qui concerne les syndicats, reste de savoir dans quelle mesure ils peuvent être à la fois courroie de transmission des partis politiques et de l'Etat, quand les intérêts des uns et de l'autre ne correspondent pas. Le tout, et c'est le plus délicat, sans perdre la confiance de ceux dont ils sont censés représenter les intérêts. Car s'ils perdent cette confiance, ils perdent tout pouvoir social et deviennent donc inutiles par rapport à leurs commanditaires.

Serge (Gr. Deuil-Montmagny)



# DU CÔTÉ DES SYNDICATS

LES récents entretiens entre Mauroy et les représentants des organisations syndicales nous interpellent sur le problème crucial de l'indépendance syndicale face aux partis et au pouvoir.

Jusqu'à-là, à l'époque de l'opposition de gauche, l'indépendance syndicale se posait en termes de rapports entre les centrales ouvrières et les différents partis de gauche, PC et PS en particulier.

Aujourd'hui, à l'heure où ces partis goûtent à l'environnement breuvage du pouvoir d'Etat, le syndicalisme se trouve confronté à son intégration à cet Etat. On l'a bien vu depuis le 10 mai où la plupart des grandes revendications ouvrières se sont trouvées mises de côté par les directions confédérales, au profit d'un consensus latent avec le pouvoir et même avec le patronat. A cet égard, la CFDT et la CGT ont redoublé de prouesses, seul le vocabulaire de cette dernière essayait de duper le pigeon. Un nombre appréciable de responsables CFDT se retrouvaient même dans les différents cabinets ministériels, tandis qu'Henry, ex-secrétaire général de la FEN, s'essayait aux commandes d'un ministère fantôme. La combativité, l'élargissement des différentes luttes, l'avancée de mots d'ordre nationaux, concernant ce que d'aucuns appelaient les grandes revendications prioritaires de l'avant 10 mai, disparaissaient brusquement. Seule, pourrait-on dire, FO restait fidèle à elle-même dans sa léthargie et son syndicalisme de petits pas.

Aujourd'hui, à l'heure où Mauroy nous ressort ni plus ni moins un nouvel exemplaire du plan Barre, qui fait la part belle au patronat, à l'heure où les fonctionnaires vont éponger les caisses de l'UNEDIC, où l'ensemble des salariés voient leurs cotisations de Sécurité sociale augmenter, où les 35 heures sont remises au calendrier grecques, les organisations syndicales restent muettes ou presque, hormis la doucerette voix de la CGT qui donne dans l'exercice de style. Quant aux projets sociaux, l'exemple de la FEN, n'engageant aucun combat d'envergure pour la laïcité immédiate de l'enseignement, sinon des rassemblement dominicaux, est là pour

confirmer cette léthargie.

Parallèlement à cette absence quasi totale de luttes au niveau confédéral, on assiste à la mise en place, avec l'appui massif de la CFDT, de structures corporatistes, tels les comités locaux pour l'emploi, dans lesquels se côtoient patrons, syndicats et Etat.

Si on s'attendait effectivement à un processus d'apaisement social de la part des directions syndicales, force est de constater que les tentatives d'intégration directe de l'appareil syndical à l'appareil d'Etat sont colossales. Et notre travail, à nous militants anarchistes et syndicalistes, n'en devient que plus difficile face à cette intégration à un Etat qui est présenté aux travailleurs comme étant leur représentant par rapport à l'ancien pouvoir giscardien. Il suffit de regarder, à ce sujet, les récents propos de Delors fustigeant les quelques actions de mécontentement de la base syndicale (« nous sommes tous sur le même navire ») à propos de l'Etat socialiste et des centrales syndicales.

Face à ce processus d'intégration, ceux qui tablaient sur un débordement à la base pour l'après 10 mai en auront été pour leurs frais. Il est certain qu'aujourd'hui la classe ouvrière française n'est pas révolutionnaire et ses dirigeants syndicaux représentent bien l'état d'esprit du mouvement ouvrier de ce pays à l'heure actuelle. Et les directions confédérales ne font que développer, par leur politique présente, cette passivité, cette léthargie généralisée des travailleurs face à un patronat sur la défensive.

Les années à venir vont sans aucun doute être cruciales pour les centrales syndicales françaises, par leur faculté ou non de s'intégrer définitivement à l'Etat et de participer à des structures corporatistes.

C'est un vieux combat qu'il nous faudra continuer de mener, avec une difficulté accrue aujourd'hui, dénonçant sans relâche le fait que ces bureaucrates syndicaux parasites, qui se sont greffés sur le mouvement ouvrier, ne sont pas plus nos représentants que ne le sont les pensionnaires de l'Elysée ou de Matignon.

Patrick (groupe d'Angers)

**E**N 1904, le congrès confédéral de Bourges « donne mandat à la CGT d'organiser une agitation intense et grandissante à l'effet que le 1<sup>er</sup> Mai 1906 les travailleurs cessent d'eux-mêmes de travailler plus de huit heures par jour ».

Au début du siècle, pour la Confédération générale du travail, le 1<sup>er</sup> Mai était l'occasion pour les travailleurs organisés de montrer leur force face au patronat. C'était une journée de grève où les camarades avaient l'impression que la sociale n'était pas bien loin. Pour prendre un exemple, le 1<sup>er</sup> Mai 1919, il n'y eut à Paris ni bus, ni métro et l'organe de la CGT *La Voix du Peuple* tira un numéro spécial à 100 000 exemplaires. Comme la CGT était l'unique confédération syndicale ouvrière, aucune dimension ne venait troubler l'unité du 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale des travailleurs du monde entier.

## LA CGT ET LE 1<sup>er</sup> MAI

Le syndicalisme français peu à peu domestiqué par le léninisme auréolé de l'enthousiasme de la révolution russe, le 1<sup>er</sup> Mai commença à perdre son caractère révolutionnaire peu avant la Seconde Guerre mondiale. De démonstration de la force et de l'autonomie des travailleurs, elle devenait un rouage de plus dans la machine parlementariste. Au lieu de manifestations ouvrières, ce sont des défilés flanqués de marchands de glace et de brins de muguet. Le syndicalisme à la sauce « Front populaire » servait plus à soutenir la politique d'union nationale du gouvernement qu'à l'organisation et à la défense des travailleurs.

Tout cela pour de bien maigres résultats : au *Journal officiel* du 25 avril 1919 paraissait la loi sur les huit heures quotidiennes et, en 36, les quarante heures furent instaurées. On sait qu'aujourd'hui la gauche au pouvoir jongle habilement (?) avec les 35 heures, beau miroir aux alouettes électoral...

Si entre les deux guerres la CGT (ou plutôt sa direction) n'a pas entretenu l'idée force du 1<sup>er</sup> Mai, l'internationalisme, l'unité de la classe ouvrière, l'après-guerre sonnera le glas des illusions... Pour ajouter à la scission de Force ouvrière, les communistes (1) instaureront la Marseillaise dans les défilés syndicaux et plus particulièrement du 1<sup>er</sup> Mai qui suivit la Libération !

La boucle était bouclée, la CGT, sous l'influence du PC, avait amené le syndicalisme et ses manifestations publiques à servir de relais à l'action parlementaire, et le 1<sup>er</sup> Mai était journée nationale du travail payée par les patrons. Faut dire qu'ils n'ont eu qu'à reprendre ce qu'avait fait Pétain sous le régime de Vichy, comme quoi les idéologies !...

Comme chacun le sait, la direction du Parti communiste a une certaine influence dans les décisions et options de la Confédération générale du travail. Ce qui fait que l'internationalisme prolétarien choisit ses frères dans le monde du socialisme « réel » ! Chacun, on le sait, voit le soleil à sa porte...

Si l'on considère la situation actuelle, le 1<sup>er</sup> Mai est plus le rassemblement unitaire (quand il a lieu) de la gauche politico-syndicale que l'affirmation de la solidarité internationale des travailleurs. De plus, pour la CGT, il est difficile de brailler partout : « fabriquons français » et de parler ensuite d'internationalisme.

Pour ce 1<sup>er</sup> Mai 1982, des bonnes âmes politiques (le PS et aussi des divers de l'extrême-gauche) veulent qu'on efface tout et qu'il y ait un 1<sup>er</sup> Mai unitaire.

Les bureaux politiques se sont réunis pour que les syndicats fasse l'unité ! Ça baigne dans l'huile dans les courroies de transmission ! Peu avant le 1<sup>er</sup> anniversaire du 10 mai, il faut une grande réconciliation... De son côté, la CGT vend des timbres du 1<sup>er</sup> Mai pour la solidarité internationale, sans parler des syndicalistes emprisonnés, bien sûr. 1<sup>er</sup> Mai de lutte hier, 1<sup>er</sup> Mai de replâtrage de façade de la gauche aujourd'hui ! Ça même pas loin, heureusement qu'il y a des initiatives à la base et que l'anarcho-syndicalisme est présent chaque fois que les travailleurs se battent sur la base de leurs propres intérêts.

**Fernand BERNARD**

(1) Nos vieux camarades appelaient les communistes les « nacos » (national-communistes), ils avaient bien raison...



## LA POSITION DE LA CFDT

**P**ERSONNE n'a jamais cru sérieusement, cette année, aux chances d'un 1<sup>er</sup> Mai unitaire. La division syndicale s'était accentuée, sous l'effet notamment de l'affaire polonaise et des attitudes adoptées face au gouvernement de gauche.

Dès le mois de février, l'Union régionale parisienne CFDT avait écrit aux autres syndicats pour proposer un 1<sup>er</sup> Mai unitaire, sans vraiment croire d'ailleurs à sa possibilité. La CGT n'avait pas cru bon de répondre.

Et voilà que PC et PS estiment nécessaire de réaliser l'unité pour célébrer ce qui est aussi, à dix jours près, le premier anniversaire de l'élection de Mitterrand à la présidence ; et aussitôt la CGT retrouve des accents unitaires que personne ne lui aurait soupçonnés un mois plus tôt !

La CFDT a donc refusé de s'associer à un 1<sup>er</sup> Mai qui aurait masqué les divergences en matière de solidarité internationale et qui aurait servi surtout à faire apparaître cette unité d'un jour comme un front commun de soutien au gouvernement.

Il est difficile de donner tort à Edmond Maire lorsqu'il déclare que le 1<sup>er</sup> Mai n'est pas fait pour cela et que la première chose à dire c'est de réclamer la libération des syndicalistes emprisonnés, que ce soit en Pologne, en Turquie ou ailleurs.

Tous les partisans de l'unité syndicale en sont donc pour leurs frais, une fois de plus. L'intervention des partis au pouvoir a pu permettre de croire, un court instant, que cette unité serait possible. Il est certain surtout qu'elle aurait été factice et qu'elle aurait contribué à vider un peu plus le 1<sup>er</sup> Mai de son contenu.

**Alain SAUVAGE**



**A** l'invitation de la CFDT début mars appelant la CGTFO et les autres centrales syndicales à une réunion préparatoire pour un 1<sup>er</sup> Mai unitaire, l'Union régionale parisienne FO a répondu négativement. Elle fait valoir principalement trois raisons motivant son refus :

- le passé du 1<sup>er</sup> Mai chargé d'histoire qui lui interdit d'accepter le principe d'une invitation incluant la CGT ; chacun sait que la CGTFO est née d'une scission avec la CGT pour des raisons qui existent toujours aujourd'hui ;

- les divergences fondamentales qui, dans le présent, la séparent de la CFDT ;

- la confusion qu'une telle manifestation ne manquerait pas d'accroître.

Dès le départ donc, FO s'est retirée des pourparlers habituels qui étalent au grand jour la roublardise politicienne des états-majors en cette occasion.

On doit regretter la division qui existe dans le monde ouvrier et revendiquer l'unité sur des intérêts de classes. Cette unité se pratique effectivement sur des revendications particulières, précises, dans les entreprises, lorsque la raison « supérieure » fédérale ou confédérale n'influence pas les problèmes posés. Mais chacun sait qu'à l'image du reste de la société, le mouvement syndical est divisé, qu'il n'existe pas que des intérêts de classes et quand bien même on voudrait voir des intérêts de classes partout, il reste des divergences sur l'objectif final qui verra ces intérêts satisfaits et sur la façon d'agir pour y parvenir. Ne nous voilons pas la face et ne hurlons

pas avec les démagogues qui nous rebattent les oreilles en toutes circonstances avec l'unité, alors qu'ils sont eux-mêmes divisés en 101 chapelles marxistes. Ouvrons plutôt à l'éveil de la conscience des travailleurs pour qu'ils rejettent tous les endormeurs et puissent trouver des conceptions égalitaires et libertaires qui les regroupent. Lors-

maréage de la participation et de l'intégration à l'Etat doit être trouvé par tous ceux qui conçoivent le danger qu'un tel dérapage fait peser sur l'avenir des luttes. Si, du côté de FO, on peut compter sur une certaine stabilité de position et un attachement traditionnel à des principes d'indépendance syndicale vis-à-vis des partis et des gouvernements, par contre, le peu d'engouement et de capacité à se battre sur le terrain, à la base, et cette volonté de négocier à tout prix et de ne rien déranger à l'équilibre fragile de la machine démocratique étatique font craindre que FO, comme les autres centrales, aura tendance à se laisser charmer par la voix des sirènes de l'intégration à l'appareil d'Etat. C'est dans la logique de la politique du gouvernement de gauche. Chaque confédération, pour des raisons différentes, joue le même jeu dangereux.

Elles auraient donc pu faire l'unité sur ce thème, mais est-ce bien une revendication ouvrière et à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai, sous un gouvernement de gauche, cela nous aurait fait un enterrement de première.

Les camarades anarcho-syndicalistes et tous ceux réunis par un syndicalisme de lutte de classes doivent résister à cette funeste tendance. Nous ne pourrions exprimer notre opinion dans le cortège FO puisqu'il se déroule à la même heure que celui de la FA, mais nous ne manquerons pas de le faire dans les autres.

FO défilera de la Bastille à l'Hôtel de Ville sur le thème : « Indépendance syndicale en France, libérés syndicaux dans le monde ».

**T.L.**

## LA CGTFO FACE À L'UNITÉ

que l'on constate l'inutilité des palabres autour de la tentative d'une manifestation commune PC, PS, CFDT, CGT, FEN, on a tout de suite compris que c'est guignol qui tire les ficelles.

Il y a donc mieux à faire actuellement pour l'intérêt des travailleurs dans toutes les confédérations. Un terrain d'entente qui sauvegarde les acquis et évite de voir le mouvement ouvrier se diluer plus qu'il ne l'est dans le

## LE CONFLIT DES MALOUINES

## L'ENGRENAGE

A première vue, la partie de bras de fer qui s'est engagée entre l'Argentine et l'Angleterre à propos des Malouines prête à sourire. Quelques îles paumées dans les fins fonds de l'Atlantique sud, un enjeu économique et stratégique limité, une opération de type commando menée par l'Argentine pour « récupérer » un territoire revendiqué par elle depuis longtemps, la réaction brutale de l'Angleterre qui n'hésite pas à envoyer une véritable armada pour châtier l'« imprudent »... tout cela fleure bon le 19<sup>e</sup> siècle et manque de crédibilité. L'Argentine n'est pas un royaume « nègre », taillable, corvéable et sanctionnable à merci. Et quant à l'Angleterre, c'est bien connu, elle n'est plus ce qu'elle était ! Alors, l'affaire des Malouines ? Une situation anachronique en cette fin de 20<sup>e</sup> siècle ? Un épisode surréaliste dans le contexte des relations internationales féroces mais réalistes ? Un pétard mouillé pour jouer à se faire peur ? Voire !

Malgré le grotesque de la situation présente, force est bien de constater que l'hypothèse d'un affrontement armé n'est pas à exclure. L'Argentine, outre de grandes déclarations nationalistes jetées à la face du monde et de sa population, masse des troupes sur les Malouines et mobilise à tour de bras. L'Angleterre, de son côté, joue les outragés, prête à tout et donc au pire pour venger son « honneur bafoué ». Elle achemine une armada armée jusqu'aux dents vers les Malouines et fait dans l'intransigeance hautaine. Et puis, pour corser tout cela, les États européens, solidarité de caste entre grands du monde oblige, proclament leur soutien à la perfide Albion et prennent des sanctions économiques à l'encontre du trublion argentin. Et puis l'URSS et les hémiplogiques du progressisme qui prennent parti pour la clique fasciste de Buenos-Aires contre le colonialisme britannique. Et puis les Nations-Unies qui con-

damnent le raid argentin ! Et puis la plupart des États d'Amérique latine qui se rangent sous la bannière des militaires argentins ! Et puis, et puis, et puis...

Bref, si l'on voulait vraiment s'entretenir, on n'agirait pas autrement ! Mais comment a-t-on pu en arriver là alors que, de toute évidence, le jeu n'en vaut pas la chandelle et que sur le plan militaire, il est flagrant que ni l'Argentine ni l'Angleterre n'ont en fait les moyens de s'imposer ?

En fait, l'Argentine comme l'Angleterre ont mis le doigt dans un engrenage dont il leur est maintenant difficile de sortir. Le régime militaire argentin, c'est sûr, a fait une erreur de calcul en se lançant dans l'occupation militaire des Malouines. Il avait escompté une non-réaction britannique ou, tout au plus, des protestations vigoureuses. Dans cette hypothèse, une fois les passions calmées, une solution satisfaisante pour tous aurait dû se dégager. Là était l'erreur ! L'Angleterre, en effet, ne pouvait pas se contenter de protestations verbales à propos de l'occupation militaire des Malouines. C'eût été risquer d'encourager des situations du même ordre à Gibraltar ou au Belize. Bref, sa réaction ne pouvait être que vigoureuse. Un mauvais calcul donc de la part des stratèges de Buenos-Aires ! Mais cela n'explique pas pourquoi il est actuellement difficile de faire marche arrière. Des erreurs de calculs, tous les gouvernements du monde en font, et cela ne débouche pas pour autant sur une dynamique de l'affrontement armé. Entre l'URSS et la Chine, il arrive de temps à autres que l'on s'entretienne quelque peu dans certaines zones revendiquées par les uns et les autres, mais ça se tasse toujours. Alors où se situe actuellement le cœur d'une dynamique de l'affrontement entre l'Argentine et l'Angleterre ?

C'est tout bête. Le régime militaire argentin, spécialisé dans la disparition en tout genre, a mené le pays à la fail-

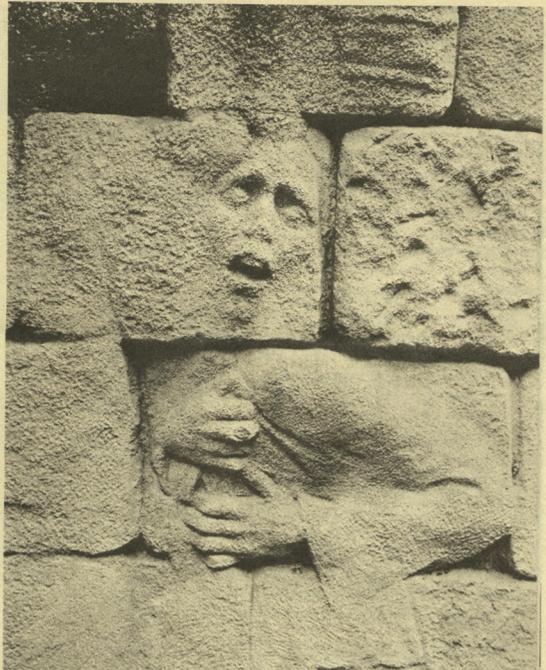
lite politique, économique et sociale. Le raid des Malouines, c'était l'occasion rêvée de se refaire une virginité sur le plan intérieur en se réconciliant avec son opinion publique. La fibre patriotique, n'est-ce pas, ça efface toutes les rancœurs et les clivages politiques. Dans ces conditions, même si l'occupation militaire des Malouines a été une erreur, il est difficile de le reconnaître. L'opinion publique chauffée à blanc ne l'admettrait pas et accentuerait l'isolement du régime militaire argentin par rapport à sa population. Et c'est le même problème pour l'Angleterre. En pleine crise économique, avec le visage ravagé par les rides de la décadence, le gouvernement britannique a, avec l'affaire des Malouines, une formidable occasion de se refaire une santé politique.

En clair, l'engrenage dans lequel l'Argentine et l'Angleterre ont mis le doigt est celui du nationalisme. Un engrenage terriblement actuel, hélas, qui fait que pour quelques arpents de terres, des armées de manants sont capables d'aller s'entretenir pour le plus grand profit de leurs oppresseurs respectifs. A pleurer.

Alors, le conflit entre l'Argentine et l'Angleterre, inévitable ? Aujourd'hui, personne n'en sait rien ! La flotte britannique avance au pas. Les militaires argentins écoutent avec bienveillance les propos du grand frère nord-américain... Mais là n'est pas l'essentiel. Que la guerre éclate véritablement, qu'elle se limite à un massacre « raisonnable » ou qu'elle soit évitée au dernier moment, cela ne change rien au fait que tant que le nationalisme existera, la guerre continuera de planer sur les relations internationales. C'est dans l'ordre des choses !

Un ordre des choses qui ne nous convient pas, et c'est pour cela que nous refusons l'Étatisation et que nous lui préférons la libre fédération des groupes humains de toute sorte à l'échelle de la planète tout entière.

Jean-Marc RAYNAUD



## LA VIE QUOTIDIENNE EN ALGÉRIE

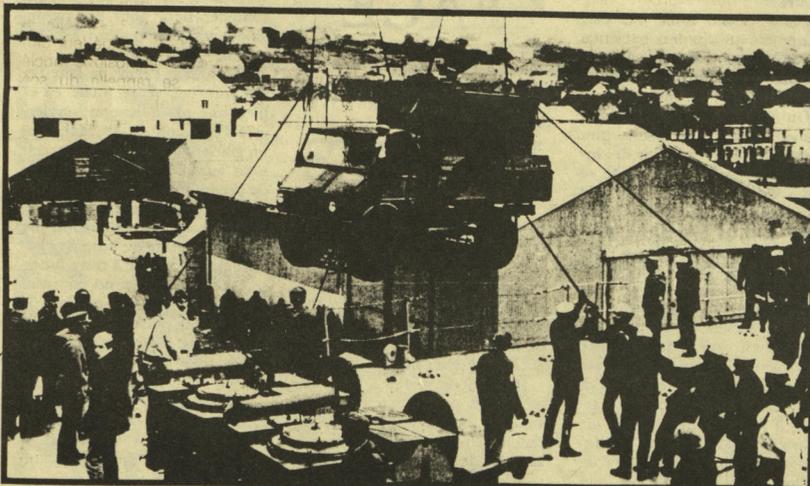
L'ALGÉRIE au quotidien, n'importe quel Algérien ou presque te le dira, c'est pas le pied. A la campagne, c'est pas vivable. Tu crèves la faim sur ton lopin de terre. Et puis, y'a pas les commodités et les plaisirs de la ville. Pas d'route, pas d'hosto, pas d'ciné... ou alors en si p'tit nombre. Y'a juste le gendarme et l'fonctionnaire. Ceux-là, y sont quasiment pires que du temps des colons. Toujours à embêter l'pauv' monde pour un oui, pour un non. A t'donner envie d'partir à jamais à la ville. Mais la ville, c'est pas l'pied non plus. A Alger, par exemple, c'est plein d'chômeurs et d'crève-la-faim. Tu passes ton temps à chercher du boulot. Un boulot intéressant et qui gagne, bien sûr ! Et puis pour s'loger, quel cirque. Des années d'attente, il faut, pour avoir droit à un appartement. Et faut voir quoi comme appart ! Minables, tout p'tits !... Regarde autour de toi, c'est courant qu'on vive à sept ou huit dans une pièce. Et puis la ville, c'est la pénurie. Y'a jamais c'que t'as besoin. Y manque toujours quelque chose. Tout arrive au compte-gouttes. Les bagnoles, les télé, la machine à laver, comme la nourriture. Regarde, aujourd'hui y'a eu un arrivage d'œufs au souk el Fellah. Alors, c'est la queue ; pendant quinze jours y'en aura plus. Et l'hosto pour se faire soigner et l'école pour les mômes, c'est du pareil au même. Ça va comme ça peut, c'est-à-dire mal. Oh certes, si t'as un piston, une combine, t'arrive à t'débrouiller. Mais faut connaître quelqu'un. Quelqu'un d'ta famille ou quelqu'un à qui tu peux renvoyer l'ascenseur.

Bref, la vie en Algérie, j'te l'dis, c'est pas la joie. A moins d'être fonctionnaire. Ah, être fonctionnaire ! Avoir un bureau, rien à faire, la paye qui tombe, les services qu'on peut rendre et qui s'monnaient. Et puis avoir le téléphone. Ça c'est l'rêve. L'obsession, même. Comme dans *Omar Gatlato* (1), tu sais, le film algérien qu'est passé à la télé l'aut'dimanche. Tout c'que t'as vu, c'était vrai. A propos d'*Omar Gatlato*, ça c'était un bon film. Ça changeait des navets égyptiens qui passent d'habitude. Ah, la télé, mon vieux, c'est pas croyable. Minable. Et en plus, la censure qu'arrête pas d'filer des coups d'ciseaux partout dès qu'on voit un baiser ou un bout d'fesses. Un film d'une heure et demie, ils te l'ramènent vite fait à trois quarts d'heure. Et alors là, pour y comprendre quelque chose, tu peux t'accrocher ! La honte j'te dis ! Et les cinés, c'est kif-kif. Des navets, toujours, ou d'la propagande. Comme le journal. Tu sais, le *Moudjahid*, le seul qu'on trouve à acheter.

Allez, j'arrête, tu finirais par croire que l'Algérie c'est l'enfer, et c'est pas ça que je veux t'dire. L'Algérie, c'est chouette. Y'a du soleil. Et puis les gens sont sympas. Et puis la terre est pas mauvaise. Et puis on a les sous du pétrole. On pourrait être heureux et tout et tout. D'ailleurs, au début d'indépendance, ça s'passait pas si mal que ça. On y croyait. On avait fait l'autogestion. Et puis les vautours sont venus. Les fonctionnaires, les bureaucrates. Toujours plus nombreux. Pour contrôler, pour régenter et pour s'en mettre plein les poches. Regarde ces salauds, les villas et les bagnoles qu'ils ont. La honte, ceux-là ! Mais tu verras, ça changera bientôt tout ça ! Un jour... on l'ra la révolution !

Hervé-Claude LAPIDAIRE

(1) Film de Merzak Allaouche sur la vie quotidienne d'un jeune Algérien. Remarquable en tout point.



Débarquement de matériel argentin

## Souvenons-nous de Salvador Puig Antich

**S**ALVADOR Puig Antich fut le symbole indiscutable des Jeunesses libertaires de Catalogne, fer de lance de la résistance clandestine contre la tyrannie de Franco. Et en ce 8<sup>e</sup> anniversaire de son assassinat, nous voulons lui rendre un hommage anarchiste mérité à travers notre organe de presse *Solidaridad obrera*.

Comment se passa cet horrible assassinat ? C'était à l'aube du 2 mars 1974, dans la prison-modèle de Barcelone. Quelques heures avant était arrivé l'« exécuté », c'est-à-dire le bourreau, accompagné de deux gardes civils pour « mettre en état » le garrot. Et puis ils avaient l'habitude, étant donné le nombre important d'exécutions de ce type qu'ils avaient réalisées depuis la fin de la guerre civile.

Cette fois-là, la victime choisie pour le 2 mars était un jeune militant anarchiste de 26 ans, plein de vitalité physique et intellectuelle, croyant à la réalisation d'un monde meilleur, et rempli d'espoirs révolutionnaires libertaires. Un « tribunal » dépourvu de toute moralité avait rendu une sentence sans appel contre le jeune anarchiste catalan, sur un fait que l'on ne put jamais prouver.

Des fleuves d'encre ont été employés à noircir des mètres et des mètres de papier journal pour parler du crime commis sur la personne du jeune militant libertaire. La presse nous disait que Salvador Puig Antich était un ouvrier-étudiant barcelonais, affilié au mouvement libertaire ibérique, organisation clandestine comme toutes les autres. Toujours en se basant sur la presse, la radio et la TV, on apprenait qu'au mois de septembre 1973 un policier était mort à la suite de diverses blessures par balles provenant de différents types d'armes, ce qui empêchait d'attribuer la responsabilité du décès à une seule personne. De toute façon, selon les règles de « justice » que le nabot du Pardo instituait et ordonnait,

la manipulation était évidente, et le réquisitoire du procureur avait de fait et d'avance le caractère d'une sentence définitive, en vertu de laquelle un jeune ouvrier libertaire était la victime toute désignée d'un des procédés les plus barbares qui soit : le « garrot vil », qui apparaît une fois de plus lié au nom de l'Espagne noire et de sa figure macabre : Franco !

Comme en d'autres occasions antérieures, l'annonce de l'injuste condamnation suscita de nombreuses indignations et protestations dans les principales villes d'Europe et d'Amérique latine. Des manifestations de rue eurent lieu à Bruxelles, Paris, Mexico, Rome, Barcelone, Caracas...

On sait que la dépouille mortelle du militant libertaire catalan fut transférée sur les flancs de l'historique montagne de Montjuich, face à l'azur de la Méditerranée... Dans le même cimetière, sont enterrés les corps de Francisco Ferrer i Guardia, éducateur libertaire et fondateur de l'École moderne, fusillé en 1909 par la réaction jésuite espagnole, de Buenaventura Durruti, tombé au pied du canon sur le front de Madrid le 20 novembre 1936 et de Francisco Ascaso.

Traditionnellement, le garrot vil a toujours été utilisé en Espagne dans les périodes les plus noires de son histoire. Contre les délinquants de droit commun condamnés à mort. Et Franco a toujours considéré les anarchistes comme étant des droit commun.

Compagnon Salvador, les années passeront et les militants anarcho-sindicalistes, tes compagnons dans l'idéal libertaire, continueront à se souvenir de toi comme un symbole de la jeunesse anarchiste espagnole sacrifiée pour défendre l'émancipation totale. Gloire aux combattants tombés pour la liberté de leurs peuples ! Vive les martyrs de la CNT et de l'anarchisme militant !

(Traduit de « Solidaridad Obrera » n° 108, Barcelone)



Assassinat de Francisco Ferrer.

### PORTUGAL

Les partis (la majorité et l'opposition) ont présenté à l'AR (1) plusieurs propositions sur l'objection de conscience, se ressemblant toutes plus ou moins, leur but n'étant que provoquer une énorme limitation du droit à l'objection.

L'ALOOOC (2) nous a confirmé qu'elle va éditer très bientôt un abrégé de tous les projets présentés, tout en les refusant comme limitant le droit à l'objection de conscience.

Cependant, le projet de l'UEDS (3) est, à leur avis, le seul qui contient des détails intéressants, tels que la création de structures régionales et, surtout, la résolution des « cas » par la voie administrative. Malgré cela, et comme dans toutes les autres propositions, la déci-

sion finale appartiendrait au pouvoir juridique.

Sur cet aspect du jugement de l'objection, les objecteurs de conscience ont surtout mis en évidence le fait que les projets veulent que dans le cas où l'objection est refusée — c'est à lui de payer toutes les dépenses de ce même procès, mesure qui va évidemment diminuer et dissuader les demandes des objecteurs.

A propos de l'interdiction des associations d'objecteurs, les objecteurs de conscience considèrent tout simplement cela ridicule, car le droit à l'association fait partie de la Constitution.

La réaction d'environ vingt mille objecteurs déjà déclarés par rapport à l'approbation de ces projets de loi sera le refus du paiement de la taxe militaire dans le cas où ils seront mis en réserve ou le refus que les tribunaux jugent leur conscience. Ce qui pour l'ALOOOC constitue

un vrai statut de l'objection de conscience est résumé dans une pétition qui est toujours en cours et d'où ressortent principalement l'idée de l'impossibilité du jugement d'une conscience, la complète indépendance à tout moment et pour toujours de la structure militaire et le fait que la situation d'objection n'est en aucun cas préjudiciable pour l'individu, entre autres.

1982 va sans doute être une année difficile, mais les objecteurs sont prêts à lutter pour les droits qu'ils estiment justes.

(1) AR : Assemblée de la République.

(2) ALOOC : Association libre des objecteurs et objectrices de conscience.

(3) UEDS : Union de la gauche démocratique et socialiste, groupe constitué initialement par des dissidents du PS, mais qui est représenté à l'AR.

### ARGENTINE

L'Argentine achète de l'uranium à l'URSS — D'après un article du *Washington Post*, l'Union soviétique a vendu 20 kilogrammes d'uranium enrichi à l'Argentine. Celui-ci sera utilisé par le réacteur expérimental RA6 que des techniciens argentins ont construit près de Buenos Aires et qui aura une capacité de 10 MW.

Le Bureau national de l'énergie nucléaire d'Argentine (CNEA) affirme que ce contrat ne fut négocié que lorsque les Etats-Unis refusèrent de fournir ce combustible pour l'unique raison que l'Argentine n'a toujours pas signé le traité de non-prolifération nucléaire.

Au Japon, à l'occasion d'une conférence sur l'énergie nucléaire, Carlos Castro Madero, président du CNEA, a accusé



ce traité de non-prolifération nucléaire d'être une source de discrimination envers les pays qui ne possèdent pas l'arme atomique. Et, dans un raisonnement quelque peu tordu, il a soutenu que la manière la plus efficace d'empêcher la prolifération nucléaire était tout simplement l'expansion de la coopération internationale par le transfert des technologies de l'utilisation pacifique du nucléaire, lui-même soumis aux garanties exigées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Cependant, l'Argentine dispose de possibilités qui ne sont absolument pas garanties par l'AIEA... Il n'y a aucun doute sur les intentions de l'Argentine. Alors que les autorités gouvernementales nient toutes perspectives de fabriquer une bombe atomique, elles ont déjà plusieurs fois revendiqué leur droit à faire des explosions nucléaires (on se rappelle du scénario en Inde).

D'autre part, en novembre, Miguel Ussher, un des bras droits du président de l'Argentine, a prétendu que son pays ne développait pas l'énergie nucléaire pour des raisons économiques, l'électricité nucléaire étant plus chère que les autres mais parce que l'énergie nucléaire commerciale offre un développement aux options militaires.

Ce pays, qui vit sous la botte de la dictature, possède le programme nucléaire le plus avancé de toute l'Amérique latine : une centrale nucléaire opérationnelle, deux centrales en construction, deux usines de séparation du plutonium et une fabrique de combustible.

# LES PREMIÈRES MANIFESTATIONS DU 1<sup>er</sup> MAI

L'ORIGINE du 1<sup>er</sup> Mai est liée aux luttes revendicatives des travailleurs au siècle dernier pour obtenir la journée de huit heures. C'est aux USA, en 1886, que pour la première fois les ouvriers décidèrent d'arrêter le travail à cette date. Cependant, la décision de faire du 1<sup>er</sup> Mai une manifestation internationale est plus tardive. C'est au congrès socialiste international du 14-20 juillet 1889, dit de la Salle Pétrelle, que cette résolution est prise pour l'année suivante en ces termes : « Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail. »

Les anarchistes, dans un premier temps, se montrent réticents devant le caractère purement réformiste de cette initiative, mais finissent par s'y rallier parce qu'ils

y voient la possibilité d'une agitation révolutionnaire. Un militant anarchiste ouvrier connu de l'époque, Tortelier, dira au cours d'une réunion, le 17 avril 1890 : « Ce n'est pas une manifestation pacifique que nous voulons ; il faut que ce grand moment porte profit ; il faut qu'il en sorte l'idée de grève générale pour aboutir à la journée de huit heures en attendant mieux. »

Les premières manifestations du 1<sup>er</sup> Mai en France seront marquées par le sceau de la répression policière. Il faut bien voir que le 1<sup>er</sup> Mai était quelque chose d'« illégal ». L'idée même que des ouvriers du monde entier se concertent à travers les frontières pour mener une action commune et simultanée sème la panique dans la bourgeoisie.

Les « fêtes » du travail légalisées et bénies par les Eglises et l'Etat sont encore loin. Le 1<sup>er</sup> Mai 1890, à Paris, les leaders anarchistes seront arrêtés par mesure

préventive, et Merlino condamné pour avoir rédigé un tract antimilitariste. En province, des accidents auront lieu à Vienne dont nous reproduisons le récit fait par Dommanget dans son historique du 1<sup>er</sup> Mai. L'année suivante, tandis qu'à Clichy une manifestation anarchiste sera attaquée par la police et que les compagnons Descamps et Dardare seront condamnés à de lourdes peines de prison, à Fourmies l'armée tire sur les manifestants en faisant quatorze morts. Dans les années suivantes, il n'y eut pas d'événements marquants, mais le 1<sup>er</sup> Mai resta longtemps une sorte de cauchemar pour la bourgeoisie ainsi que le prouveront les manifestations organisées à cette occasion en 1906 par la CGT et dont Pouget avait été avec Griffuelhes le principal organisateur.

M. G.

## LE MASSACRE DE FOURMIES

(Tiré de  
« La Révolte »  
16-22 Mai 1891)

VILLE de quinze mille habitants ; quarante usines disséminées ; peignage et filature de laine ; frontière de Belgique. Il y avait quelques grèves partielles, aussi, la veille du 1<sup>er</sup> Mai la municipalité, composée de patrons, avait demandé de la troupe et les patrons avaient signé une affiche collective dans laquelle ils déclaraient être solidaires et s'engageaient à renvoyer tous les ouvriers qui ne travailleraient pas le 1<sup>er</sup> Mai.

Cela rendit les ouvriers furieux ; dans la matinée de vendredi, des manifestants empêchèrent une usine de commencer le travail ; il y eut une bagarre avec les gendarmes, le lieutenant Julien fut blessé à la tête et il s'en souvint plus tard. Une vingtaine d'arrestations furent faites. Vers midi, arriva un bataillon du 145<sup>e</sup> de ligne, de Maubeuge, sous les ordres du commandant Chapus.

Vers six heures, la foule se porta devant la mairie pour réclamer les ouvriers arrêtés. Les soldats, la police et les gendar-

mes en défendaient les abords. Après les cris, les manifestants s'échauffèrent, des pierres furent lancées ; le sous-préfet sortit un instant de la mairie, causa avec le commandant Chapus puis rejoignit le maire et le procureur dans le bâtiment municipal. A ce moment, un lieutenant se jette dans la foule pour arrêter un manifestant qui insultait l'armée, la foule se referma sur lui et le jeta à terre ; un sergent se porte à son secours et a le même sort, puis un sergent de ville. Le commandant Chapus (d'autres disent Cacarier) cria par trois fois (ou ne cria pas) : Retirez-vous ou on fait feu ! et avant même qu'on eut le temps de se reconnaître, une section du 145<sup>e</sup>, la baïonnette au canon, faisait double pas en avant, puis double pas en arrière et le feu s'ouvrait.

Plus de deux cents coups de fusils furent tirés, le tir dura quelques minutes, alors que la place se vidait. Certainement la foule fuyait déjà avant les premiers coups de fusils puisque

des douze personnes tuées sur le coup, plusieurs étaient dans les boutiques du fond de la place. Le lendemain, on comptait quatorze morts ; quant aux blessés, la liste en est épouvantable, une quarantaine de personnes resteront estropiées et garderont l'amour du drapeau français empreintes en elles ; une jeune fille de 17 ans a six balles dans les cuisses. Les personnes blessées légèrement ne se comptent pas. Parmi les tués, comme parmi les blessés, les hommes adultes forment la minorité. Il y a surtout des jeunes gens en dessous de vingt ans.

Il est probable qu'après la fusillade, les officiers ont voulu constater que tous les soldats avaient bien tiré en voyant si leur cartouchière s'était vidée. On signale un soldat nommé Lebon qui n'a pas tiré et il a fallu qu'il expliquât que sa mère était parmi la foule. Les journaux s'attendrissent sur ce cas, nous nous indignons à ce que un homme ait eu à se justifier de n'avoir pas tiré dans le tas.

Dans la nuit, un manifestant

a été tué par la baïonnette d'une sentinelle de laquelle il s'approchait ; on dit qu'il était ivre, mais nous y voyons une tentative de vengeance. Ce qui est certain c'est que épouvantés des sentiments de haine qu'ils avaient soulevés, les gouvernants firent affluer les troupes de tous côtés vers Fourmies. Il en vint d'Evreux, de Rouen et du Havre. Le 4 mai, il y avait deux régiments complets d'infanterie, onze escadrons de cavalerie, douze canons, un bataillon d'artillerie de forteresse, plus de 3 000 hommes. Les ouvriers insultent les soldats, leur jettent des pierres, les traitent de lâches et crient sur leur passage « Vive la Prusse ». Les pompiers, les membres de sociétés de tir et de gymnastique rapportent leurs armes à la mairie et mettent la crosse en l'air en passant devant la troupe ; mais pour des actes de vengeance, il n'y en a point eu. Quant aux patrons, ils sont restés cachés après la fusillade, avec le sentiment de ce qui les attendaient en public. Une délégation

d'ouvriers avait demandé comme condition de reprise du travail que la compagnie du 145<sup>e</sup> qui avait tué les habitants de Fourmies quitte la ville, sa présence étant odieuse. On refusa, pourtant ce fut les premières troupes qu'on renvoya à leur garnison.

Nous ne reviendrons pas sur ce qui s'est passé à la Chambre : le refus de l'enquête et de l'amnistie. Et pourtant, quelle illustration à ce que les anarchistes crient depuis longtemps sur les toits. Les soldats ne sont là que pour maintenir l'ordre capitaliste. Tant qu'il y aura des gouvernants, ils commanderont de faire feu ; tant qu'il y aura des soldats, il s'en trouvera pour tirer. Crier à bas Constans, à bas Isaac, mort à Chapus, c'est très bien, mais c'est bien bête. Un autre ministre que Constans, un autre officier que Chapus se trouvant dans les mêmes conditions eussent agi de même, et le mal est plus haut. Il git dans l'institution gouvernementale appuyée sur la hiérarchie militaire.

## LES INCIDENTS DE VIENNE (ISÈRE)

A la différence de Paris et des autres villes de France, le 1<sup>er</sup> Mai prit à Vienne (Isère) un caractère anarchiste prononcé, se marquant par l'affirmation libertaire, la violence et, au lieu et place des démarches auprès des autorités, l'action directe contre les patrons les plus honnis.

Il faut dire que cette sous-préfecture industrielle de plus de 20 000 habitants souffrait beaucoup de l'exploitation intensive. Comme dans toutes les villes de tissage, la situation des ouvriers était lamentable : salaires extrêmement bas, de six francs par jour exceptionnellement ; journées de travail de 14-15 heures et même 17-18 heures dans les périodes de grande activité, sans interruption pour le repas de midi, et dans une atmosphère lourde de détritons et de poussière, empestée d'huile et de graisse échauffées. Jusqu'à des enfants de douze à quatorze ans qui étaient soumis à ce régime inhumain !

Les anarchistes trouvaient là un terrain favorable à leur propagande, d'autant plus que, dans des conflits antérieurs, les ouvriers avaient acquis la conviction que l'intérêt de classe des patrons prévalait sur leurs divergences politiques. En outre, les anarchistes y possédaient depuis plusieurs années un noyau solide de militants avec, en tête, l'ouvrier tisseur Pierre Martin, dit « Le Bossu » ex-condamné du procès des 66, et alors âgé de 33 ans et qui devait devenir l'âme de la Fédération communiste anarchiste avant la guerre de 1914.

Sous leur impulsion, deux mois durant, dans de lar-

ges assemblées, les ouvriers avaient discuté par catégorie de leurs revendications et spécialement des huit heures. Puis, dépassant l'étroitesse des spécialités — qui les avait fait battre jusque-là — ils constituèrent le bloc ouvrier, face au patronat local et, à l'étonnement des fonctionnaires et élus politiques, se déclarèrent hostiles à toute démarche, pas plus à la mairie qui applaudissait aux « travailleurs des deux mondes se tendant une main fraternelle », qu'à la sous-préfecture. Pour couronner la préparation, le 29 avril fut organisée une réunion par l'indomptable Louise Michel et Tennevin, l'un des militants anarchistes parisiens les plus connus. La grève générale y fut acclamée.

Le 1<sup>er</sup> Mai, sauf à trois usines, le chômage fut complet. Dans une réunion tenue au théâtre, le matin, le maire et le commissaire central qui avaient cru devoir intervenir se trouvèrent malmenés. Après ce tumulte, une manifestation partit, drapeaux rouges et noirs déployés, défilant imposante devant les plus riches magasins. Les gendarmes la chargèrent, sabre à la main. La foule résista, faisant d'un camion une barricade, puis elle se rendit aux usines pour débaucher les ouvriers non grévistes et conspuer les patrons. L'usine Brocard, particulièrement détestée, fut envahie, et des manifestants s'y partagèrent une pièce de drap de 43 mètres prélevée sur les sept à huit cents pièces stockées.

En représailles, il y eut l'après-midi de nombreuses arrestations et une instruction judiciaire commença. La ville, d'autre part, fut mise en état de siège, ce qui provoqua la continuation de la grève les jours

suivants. Finalement, le travail ne devait reprendre partout que le 6 mai, après quelques concessions patronales.

Le parquet mit hors de cause Louise Michel comme « irresponsable », la faisant passer pour folle à la suite de violences exercées dans sa cellule de la prison de Vienne. Tennevin, qui n'était pas à Vienne le 1<sup>er</sup> Mai, fut inculpé ainsi que dix-sept autres travailleurs du textile dont huit femmes et le jeune Huguet, 16 ans. Celui-ci resta même trois mois en cellule pour n'avoir pas voulu reconnaître une déposition modifiée en son absence.

Le procès se déroula devant les assises de Grenoble (août 1890). Tennevin et Pierre Martin se défendirent admirablement en exposant leurs idées. Ils furent condamnés le premier à deux ans de prison, le second à cinq ans sans compter respectivement cinq et dix ans d'interdiction de séjour. Tous les autres inculpés furent acquittés, sauf Jean-Pierre Buisson qui, accusé d'excitation au meurtre du commissaire de police, fut frappé d'un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour. Les pourvois en cassation de Tennevin et Buisson furent rejetés mais, par suite d'irrégularité, Pierre Martin devait comparaître à nouveau devant la Cour d'assises à Gap, le 8 décembre 1890, qui réduisit sa peine à trois ans de prison.

Maurice Dommanget

(Histoire du Premier Mai », Paris 1953)

NOTE DE LECTURE

« Le choc amoureux »  
de Francesco Alberoni

**C**HAQUE être humain, à un moment ou à un autre de sa vie, est appelé à tomber amoureux d'un autre être humain. Moi, toi, lui, elle... personne n'y échappe. En général, cela nous arrive par hasard et sans prévenir. On était là, pépère, confortablement installé, les pieds bien au chaud et les yeux dans la bière, à vivre dans le champ clos d'un équilibre ou d'un bonheur étrié, mais sûr. Et puis l'autre débarque soudain dans notre vie. L'autre ? Il n'est ni plus beau ni plus intelligent que la plupart de ceux ou celles qui déambulaient jusqu'alors dans notre univers, mais c'est lui et pas un autre qu'on se met brutalement à avoir dans la peau. Et ça commence alors à exploser de tous les côtés. L'autre, cet unique, lui, elle, on se met à en rêver la nuit et le jour. On est obsédé par son image, suspendu à ses propos. Et ça monte et ça monte. Et si d'aventure notre désir rencontre le sien, ça devient fantastique. On se met à se parler durant des heures. On se raconte. On l'écoute. On se caresse sans cesse des yeux et des mains. On n'arrête plus de faire l'amour. Et c'est super. On l'aime. L'amour fou. Le temps ne compte plus. Rien d'ailleurs ne compte à par lui. Lui ! Lui ! Lui !

Très vite cependant les choses ne tardent pas à se gâter. Le déchaînement des passions s'éteint peu à peu avec le temps. Le quotidien grignote lentement mais sûrement le merveilleux. L'habitude s'installe. L'amour se consume au fur et à mesure qu'on le consomme. Pire, le désir débouche sur la demande et la demande sur le besoin. La dépendance pointe son nez. On commence à ressentir le désir de l'autre comme une atteinte à notre liberté. Soit-même, on se laisse aller à exiger de l'autre. On se découvre jaloux, hargneux, autoritaire. On se fait de la peine à se voir ainsi. On souffre. A cause de l'autre. A cause de soi. On se sent empêtré et aspiré par la névrose. Dur ! On a envie d'en sortir et de retrouver l'extraordinaire des débuts. On se prend à rêver d'un amour non dégradé, d'un authentique sans fin et d'un merveilleux éternel. Et c'est à ce moment-là qu'on retombe amoureux. Et c'est reparti pour un tour. Infernal !

Bien évidemment, dès lors que l'on s'affirme révolutionnaire, que la révolte contre l'intolérable nous emplit le cœur et que tous nos efforts visent à changer la vie et les choses, ici et maintenant, il est hors de question de se satisfaire d'une situation de fait nous ballottant de marécages états en océans déchaînés et d'océans déchaînés en marécages états. On a envie de comprendre les tenants et les aboutissants du processus, non pas pour se préserver de l'amour, mais au contraire pour le débarrasser de l'éphémère et de la décrépitude. Inévitablement, on est donc amené à réfléchir sur soi-même et sur les autres.

Dans cette quête du pourquoi et du comment, le livre de Francesco Alberoni constitue une aide précieuse. Je le dis comme je le pense, jamais encore je n'ai rencontré un tel descriptif de ce que l'auteur appelle « l'amour naissant », et qui est la phase la plus heureuse du mécanisme amoureux. Tout y est, le pourquoi de l'amour naissant. Les différentes formes qu'il est susceptible de prendre. Le comment il est amené à déperir. Toutes les questions sont posées. Qu'est-ce que le désir, la jalousie, la passion ? Peut-on être amoureux de deux personnes à la fois ? Pourquoi la sexualité en période d'amour naissant est-elle aussi plus intense et plus exaltante ? L'amour naissant est-il ou non un frein à l'action politique et sociale ? ... Bref, si vous voulez en savoir un peu plus sur vous-même et les autres, vous ne serez pas déçus. Quelques petits trucs qui me gênent, cependant. Quand Alberoni analyse l'amour naissant comme provenant de l'amour institutionnel et devant obligatoirement y conduire, je tique. Certes, la réalité est de cet ordre, mais j'ai du mal à admettre que mon amour ou mes amours soient condamnés à aller pourrir comme des charognes au royaume du quotidien et de l'institutionnel. Je ne puis me résigner à cela. Je veux que l'amour, s'il n'a pas à être éternel, reste du moins sans tache et que sa fin ne soit que le début d'un amour encore plus merveilleux. Merde, on peut bien rêver ! D'ailleurs, Alberoni laisse sourdre l'espoir. A la fin du bouquin, il explique que la dégénérescence n'est pas une fatalité. Mouvement collectif à deux, l'amour naissant peut, sous certaines conditions, échapper à l'irréversible. Et maintenant, l'équilibre entre le désir de fusion et le désir de l'unicité, c'est-à-dire celui du respect et du besoin de la différence. Une voie étroite, donc, que celle de l'amour naissant qui, pour ne pas mourir, est condamné à conjuguer l'extraordinaire à un rythme sans cesse plus endiablé. Une voie qu'il me plaît de découvrir en tout cas, et dont je fais reproche à Alberoni de n'avoir pas débroussaillé davantage les chemins y menant. Là n'est cependant pas l'essentiel de mon reproche. En faisant le parallèle entre l'amour naissant, mouvement collectif à deux, et la révolution, mouvement collectif à plusieurs, Alberoni étale au grand jour son refus ou son impuissance à changer les choses. Car c'est vrai que jusqu'à présent toutes les révolutions, moments d'explosion des désirs par définition, ont toujours débouché sur la mise en place de nouvelles institutions figeant le désir. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? N'est-il pas possible de concevoir une révolution qui serait permanente ? Et puis toutes les révolutions qui ont eu lieu jusqu'à présent ont-elles été vraiment des révolutions ?

Comme on le voit, une foule de choses passionnantes dans ce bouquin. On ne se lasse pas de s'y découvrir, de s'y lire et finalement de s'y espérer. Aimer, nom de Dieu, ce ne sera jamais assez bon, ni jamais assez.

Un livre à lire, donc. Pour peu que vous ayez envie de sortir du ronron de la survie et de l'amour homéopathique, et que vous ne fassiez pas partie des cohortes innombrables des peines à jour du changement qui ne comprennent pas que l'amour de la révolution passe obligatoirement par la révolution de l'amour. Je vous embrasse.

Maylis O' Brian

A propos du  
« Salon du Livre »

Le deuxième Salon du Livre s'est tenu à Paris, du 25 au 31 mars. 750 éditeurs de langue française étaient présents pour exposer leurs titres.

Le secteur le mieux représenté, derrière la neutralité de façade de la littérature, nous semble être encore pour la deuxième année, et de loin, la religion chrétienne, avec ses innombrables stands aux éditions plus ou moins camouflées sous des perspectives naturalistes, de santé, de luttes ouvrières, de pédagogie et de littérature.

« L'Alleluia du Messie qui retiendra ce soir pour la dernière fois, vous dira mieux que des mots la joie que nous avons eue à passer ces six jours avec vous. » Voilà la phrase concluant la seule circulaire que nous ayons eue pendant la durée du salon. Si chaque journée se terminait par un grand Alleluia, celle-ci commençait d'abord par la distribution du quotidien du salon, *La Croix*, au contenu très simple sinon simpliste.

La présence anarchiste était bien évidemment plus difficile à faire remarquer avec le stand de Publico situé au premier étage.

L'exposition de la presse anarchiste réalisée par le groupe Varlin de la FA a présenté de l'intérêt pour nombre de personnes qui n'ont pas hésité à s'approvisionner en catalogues et en inventaires du *Monde libertaire*.

Le déficit financier de Publico, vu la cherté de la location du mètre carré, rejoint celui de la majorité des éditeurs qui, pour ne pas être exclus de la vie littéraire, ont payé le prix nécessaire. Le ministère socialiste de la Culture, qui s'affirme si entreprenant, n'a pas ici, dans les faits, modifié le caractère de rentabilité donné déjà par les organisateurs au salon de l'an dernier.

Le grand problème des éditeurs semble être de trouver une voie d'avenir au livre, par un graphisme recherché, qui lui permette de ne pas présenter un archaïsme dans le monde de demain.

L'intérêt du public pour le salon, encore que mode et durabilité se conjuguent avec difficulté, tend à affirmer que le livre reste un des moyens de la connaissance et de la communication.

Jean-Louis

Sélection télévision

- TF1 : le 29 avril à 22 h : une émission exceptionnelle à ne pas rater, *Les déportés de la Commune* de Claude Otzenberger.
- FR3 : le 30 avril à 21 h 30 : La mer à travers chants. Avec Jean-Roger Caussimon.

Livres et disque en vente  
à Publico

- LIVRES :
- Les socialistes révolutionnaires*, Beynac J. 18 F
  - Les idées pédagogiques de Tolstoï*, Maroger D. 31 F
  - La mise en crise théâtrale*, Copsermann E. 15 F
- DISQUES :
- Chants révolutionnaires de notre histoire (1900-1919)*, vol. 4 45 F
  - L'homme seul est toujours en mauvaise compagnie*, P. Castagnier 45 F
  - Claviers celtiques*, Vol. 1, Paul Castagnier 45 F

SPECTACLES

• THÉÂTRE :

*Le jour le plus con*, de P. Bruneau au Théâtre de la Gaîté-Montparnasse, depuis le 13 avril à 22 h, du mardi au samedi, et à 17 h 30 le dimanche (réduction pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire, sauf le samedi).

*Le rocher, la lande, la librairie*, d'après Montaigne au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, jusqu'au 16 mai à 19 h 30 le mardi, à 20 h 30 du mercredi au samedi, à 17 h le dimanche (Réduction à 30 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire).

*Michelet et sa sorcière*, d'après *La Sorcière* de J. Michelet, depuis le 15 avril au Théâtre de la Cité universitaire (21, bd Jourdan) à 20 h 30 (réduction à 20 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire).  
*Ça te dérange ? Moi, ça m'arrange !* à Sainte-Maxime le 5 mai.

• DANSE :

Danse au Présent au Théâtre Présent (211, av. J.-Jaurès Paris 19<sup>e</sup>), les 29 et 30 avril et les 4, 5 et 6 mai, à 20 h 30 du lundi au samedi et à 17 h le dimanche.

• CONCERTS :

Duo de guitare Gutenberg-Delamare : le 29 avril à 20 h 30 au Quai d'Orsay (Paris 7<sup>e</sup>).

Béranger : le 30 avril à Orvault (salle « La Frebaudière ») à 21 h et le 1<sup>er</sup> mai à Choisy-le-Roi (Parc des Sports) à 22 h 30.

Angel et Isabel Parra : le 30 avril à Echirolles (gymnase J.-Vilar) à 21 h et le 1<sup>er</sup> mai à Choisy-le-Roi (Parc des Sports) à 21 h.

Marie-Josée Vilar : le 30 avril à Annecy (MJC, rue des Marquisats), à 21 h.

Michel Buhler : le 1<sup>er</sup> mai à Colmar au Parc des expositions à 20 h 30.

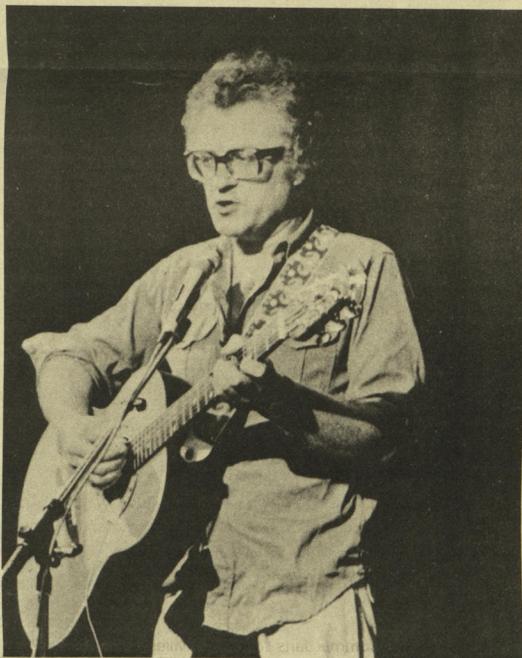
Jean Guidoni : le 29 avril à la MJC de Rodez (20 h 30) et le 4 mai à Clamart.

Quarteto Cedron : le 1<sup>er</sup> Mai à Choisy-le-Roi (Parc des Sports) à 21 h. Patrick Font et sa troupe : à Dole le 30 avril.

Gérard Pierron : le 29 avril au Théâtre Fémina de Bordeaux.

Au Petit Palais des Glaces : Towas Gubitsch et Oswaldo Calo, à 20 h 45, jusqu'au 1<sup>er</sup> mai ; Jean-Pierre Réginal, du 4 au 8 mai à 20 h 45.

Philippe



Patrick Font

PROCHAINS INVITÉS  
DE RADIO-LIBERTAIRE

- Mercredi 28 avril : Kriss parlera de son livre : *Sur un air de poisson volant*.
- Jeudi 29 avril : les origines du Premier Mai ; la revue Doc(k)s, avec Julien Blaine (16 h-18 h).
- Vendredi 30 avril : J.-C. Freiermuth : « L'expression populaire pendant la Commune » ; dans « Le magazine pour rire » : le groupe « Contre jour » ; à 21 h, retransmission du concert de Louis Capart devant le centre culturel de Romainville.
- Lundi 3 mai : les événements de mai 1937 à Barcelone ; J.-M. Le Bihan, chanteur.
- Mardi 4 mai : l'invité : l'UFC du 18<sup>e</sup> arrondissement.
- Mercredi 5 mai : Michel Ragon parlera d'architecture et d'urbanisme.



## Mitterrand ou le capitalisme tranquille

### Le témoignage du passé

Depuis la folle gaieté du printemps 1981 qui suivit la déroute électorale de la droite, un espace d'une année ou presque a dilué quelque peu cette espérance naïve dans le marais politique, mais elle tient encore en haleine le cœur des masses bercées par l'illusion. Ceux qui ignorent les enseignements de l'histoire, et ils sont nombreux, sont condamnés à vivre les mêmes errements que leurs aînés, mais en gardant la conviction de l'innovation.

D'expérience confirmée, la gauche a pour deux ans encore, juste le temps de faire la place au trio Doumergue, Pétain, Tardieu. En 1932, c'est aussi l'assassinat de Doumer, président de la République. « Encore un Russe, dit-on, les soviets sont toujours là ! » En fait, les soviets n'y étaient pour rien, pas plus d'ailleurs que dans les deux beaux crimes des années 1933 qui éclipsèrent presque totalement l'avènement d'Hitler : les sœurs Pépin massacrèrent leurs patronnes et Violette Nozières tue son père, lequel abusait d'elle.

Ainsi, en 1924, date à laquelle on a transféré les cendres de Jaurès au Panthéon, le cartel des Gauches triomphe pour deux ans seulement, supplanté par Poincaré.

En 1932, nouvelle victoire de la gauche pour deux ans encore, juste le temps de faire la place au trio Doumergue, Pétain, Tardieu. En 1932, c'est aussi l'assassinat de Doumer, président de la République. « Encore un Russe, dit-on, les soviets sont toujours là ! » En fait, les soviets n'y étaient pour rien, pas plus d'ailleurs que dans les deux beaux crimes des années 1933 qui éclipsèrent presque totalement l'avènement d'Hitler : les sœurs Pépin massacrèrent leurs patronnes et Violette Nozières tue son père, lequel abusait d'elle.

En 1936, le triomphe du Front populaire sema lui aussi une belle illusion qui ne dura pas plus de deux années.

Il faut reconnaître qu'en cette période, l'opposition était particulièrement musclée, dominée essentiellement par l'action des ligues factieuses et par l'Eglise catholique en croisade contre le socialisme. Léon Blum ne fut d'ailleurs pas épargné par les turpitudes des fascistes de l'Action française.

Après son appel au meurtre de 1935, le 15 mai 1936 Maurras écrit : « C'est en tant que Juif qu'il faut voir, concevoir, entendre et abattre le Blum. »

En 1954, le 18 juin, Mendès-France est investi par la Chambre comme président du Conseil, grâce aux votes favorables du RPF et des communistes. Il gouvernera moins de deux ans, puisque le 6 février 1955, Mendès est renversé par les nostalgiques de la guerre d'Indochine et les opposants à la liquidation de la CED

(Communauté européenne de Défense), ainsi d'ailleurs que par les adversaires de sa politique libérale en Tunisie et par les communistes, ces mêmes communistes qui furent plus tièdes en 1936 pour soutenir les réformes du gouvernement Blum que pour défendre le pacte germano-soviétique en 1939. Ensuite, le 2 janvier 1956, Guy Mollet supplante Mendès. On sait par la suite comment il a tourné.

Depuis un demi-siècle d'histoire, la gauche aurait pu gouverner pendant au moins 25 ans, alors qu'elle ne s'est maintenue qu'un peu moins de six ans, comme le rappelait Maurice Joyeux dans le numéro 401 de ce même journal.

Cette fois, l'expérience de François Mitterrand et du gouvernement d'Union de la gauche sera-t-elle plus longue ? Au vu des récentes élections cantonales, il est permis d'en douter, d'autant que les futures échéances électorales se dérouleront de toute évidence dans un climat difficile.

### Après 23 ans de déboires

Mais la gauche de 1982 a-t-elle assimilé les cuisants échecs du passé ? Eloignée du pouvoir pendant 23 ans, a-t-elle médité sur les raisons de sa vulnérabilité ? Y a-t-il eu en presque un quart de siècle au sein des composantes des formations de gauche une réflexion théorique suffisante, une remise à jour de la doctrine ? A-t-on fait une étude du capitalisme au travers des évolutions de la technologie et du monde moderne ? Les mutations sociologiques ont-elles été fidèlement appréhendées pour concevoir une doctrine socialiste adaptée au monde contemporain ? Il semble bien que non.

Le gouvernement d'Union de la gauche est arrivé, semble-t-il, par inadvertance au pouvoir. Quand on fouille d'un peu plus près dans le fatras dialectique, on découvre avec stupeur un vide sidéral.

Ce n'est pas, en vérité, le socialisme de Mitterrand qui est tranquille, mais plutôt le capitalisme qui n'a vraiment rien à redouter.

« La force tranquille » d'avant le 10 mai 1981 ne serait donc qu'une baudruche qui se gonflerait des illusions goguenardes d'un prolétariat médusé.

### La politique du gros « quinquin »

« Amusez les travailleurs par des songes, flattez-les, payez-les d'agréables mensonges, quelque indignation dont le cœur soit rempli, ils gèberont l'appât, vous serez leur ami. »

Au lendemain du 10 mai, j'ai retenu quelques débilités de Mauroy qui, bien qu'habitant Lille, dit autant de bêtises que s'il était originaire de Cambrai, du

genre : « Maintenant, quand les travailleurs passent la porte de leur usine, ils ont l'impression de franchir le perron de l'Elysée. »

Avec de telles insanités, le changement tant promis ne peut qu'aller bon train. Il est vrai qu'avec le style du nouveau gouvernement, s'est ouvert l'ère du christianisme social. Nous ne sommes plus en 1936 : aujourd'hui, la majorité des chrétiens votent à gauche. La CGT a cru d'ailleurs devoir faire entrer à sa commission exécutive confédérale un prêtre ouvrier toulousain. Il vaudrait mieux dire une fois pour toutes que Dieu est de gauche, et ainsi tout le monde serait rassuré. Les travailleurs auraient Dieu et les patrons le capital ; la lutte des classes deviendrait superfétatoire, comme l'on dit dans nos prétoires. D'ailleurs Mauroy prêche comme un archevêque ; le ton qu'il utilise est aussi mielleux que celui d'un jésuite. Il est donc compréhensible dans ces conditions qu'Edmond Maire ait la meilleure audience à Matignon et la dialectique plus affinitaire.

### Les vraies raisons d'un choix politique

Après sa longue nuit, le pouvoir gauliste fortement marqué par la vénalité et la corruption s'est complètement liquéfié sous l'ère giscardienne, marquée par la stricte observance d'un personnage obséquieux et par les sonnettes d'un économiste rondouillard.

En mai 1981, les Français n'ont vraiment pas choisi Mitterrand qui était sans doute un des plus mauvais chevaux de la gauche, ils ont surtout voté contre Giscard.

Sans l'aide fausement complice de Chirac, la gauche aurait sans doute dû attendre une autre échéance pour s'installer à l'Elysée. Et puis, par un processus qui tient plus de l'hystérie collective que de la conscience civique, un courant populaire inattendu installera le Parti socialiste au Parlement avec une majorité la plus confortable de son histoire, sans que l'on sache vraiment si le corps électoral n'a pas réagi ainsi par crainte de voir s'installer un conflit constitutionnel entre la souveraineté nationale (le président) et le Parlement.

### Des promesses de Gascon

Les thèmes de la campagne électorale de Mitterrand auraient été élaborés dans son domaine landais de Latché, cela ne surprendrait personne. Les lendemains de liesse électorale sont fertiles en promesses non tenues. Mitterrand ne faillira pas à la règle. Les écologistes furent les grands cocus de cette affaire. A peu de choses près, le programme électronucléaire des socialistes devenus gouvernants est le mé-

me que celui de la droite. Et chose curieuse, les bâtons des CRS sont aussi durs.

Alors que la loi « Sécurité et Liberté » tient toujours en haleine ses détracteurs, cette vieille ganache de Defferre en rajoute en matière de contrôle d'identité.

La chasse aux sorcières dans l'audio-visuel n'a convaincu personne sur les velléités démocratiques du droit d'expression des minorités.

La réduction du temps de travail, arrêté : légalement à 39 heures jusqu'en 1984 et le cadeau de 11 milliards fait au patronat pour la taxe professionnelle, nécessairement au détriment des salariés, font chaque jour tomber un peu plus le masque de la compromission des socialistes avec la bourgeoisie. Cela n'est pas une trahison, mais une constance du réformisme politique depuis la naissance de la SFIO et que l'on retrouve à même dose dans le mouvement syndical français depuis ses origines, qui veut concilier dans la moiteur républicaine les privilèges de la bourgeoisie et les revendications de la classe ouvrière en laissant en place les structures économiques de l'oppression sociale.

De toute manière, au point où en était la pensée du monde ouvrier au printemps dernier dans son ensemble, et aussi compte tenu de l'arrogance des technocrates giscardiens, les militants révolutionnaires ne doivent pas regretter l'alternance démocratique, car c'est à partir de l'échec effectif du gouvernement d'Union de la gauche et seulement sur ses cendres que naîtra une volonté de transformations politiques.

Les vieux vermouths de la gauche reviendront alors dans l'ombre pour plusieurs décades, le temps de faire oublier leurs errements politiques et leur gestion désastreuse de l'économie, et aussi le temps de se refaire une santé après leur nécessaire hémorragie en effectifs qui suit toujours l'impardonnable échec.

Ses syndicats ne seront pas épargnés par une éventuelle mais prévisible déroute de la gauche. Seules les centrales réformistes résisteront un peu mieux à la chute des effectifs, mais dans son ensemble, le mouvement syndical sera affecté par un retour de la droite aux affaires qu'elle n'a jamais d'ailleurs délaissées. Il ne s'agit pas de se livrer à un exercice de prospective politique ou de vouloir jouer aux prophéties de Nostradamus, mais force est de constater que le mur de l'argent dont parlait Edouard Herriot en 1936 continue d'imposer son diktat au pouvoir politique.

Jean-Claude RICARD

(Suite de l'article dans le prochain numéro).